

L'économiste

Le Journal des décideurs

du Bénin

AGI
AFRICAIN DE GESTION ET D'INTERMEDIATION

SOCIETE DE BOURSE

Immeuble de l'Africaine des Assurances
Face à la Direction de l'Emigration Immigration

01 BP 8568 RB Cotonou
contact@agi-agi.com
+229 21 31 87 33
+229 21 31 60 65

Premier Quotidien Economique du Bénin N° 0997 MISP/DC/SG/DAI/SCC du 25/10/07 E-mail: leconomistbenin1@gmail.com Tél:00229 97096417

www.leconomistebenin.com

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre en baisse

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en baisse par rapport à la séance précédente... • (Page 08)

Rentrée scolaire apaisée

Le Gouvernement et les centrales syndicales accordent leurs violons

La première session extraordinaire de la Commission nationale de Concertation, de Consultation et de Négociations ... • (Page 11)

Inondations sur les infrastructures routières

Le gouvernement prend le taureau par les cornes

Le Ministre des Infrastructures et des Transports, Hervé HEHOMEY, a effectué, ce jeudi 08 septembre 2022, une visite sur certains axes routiers du département ... • (Page 04)

Chaînes de valeur agricoles

Le FNDP débourse 845 millions FCFA pour 37 promoteurs

• (Page 03) **Système financier décentralisé**

Liste des institutions agréées par le MEF en tant que SFD

L'Agence Nationale de Surveillance des Systèmes Financiers Décentralisés (ANSSFD) a rendu public, la ... • (Pages 06 & 07)

Monnaies virtuelles

"Binance Afrique Francophone" éveille la jeunesse béninoise sur la crypto-monnaie

Après l'étape de quelques pays francophones, « Binance Afrique » a déroulé, samedi ... • (Page 11)

Exportation de riz

L'Inde impose 20% de taxe, l'Afrique devrait être affectée

Les mesures prises le 9 septembre 2022 par l'Inde, le premier exportateur mondial du riz, d'imposer une taxe de 20% sur certaines exportations de riz pourraient ... • (Page 02)

Innovation digitale au Bénin

La startup IOTA SO présente 10 objets intelligents

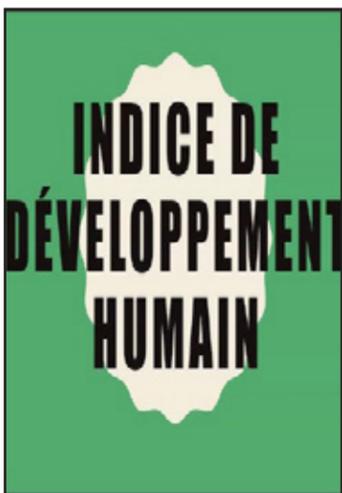
Les technologies numériques transforment et répondent aux priorités socio-économiques propres à chaque pays. Conformément à ce ... • (Page 11)



Rapport 2021/2022 sur l'Indice de Développement Humain

• (Page 04)

Le Bénin classé 30ème pour l'IDH en Afrique



TOUS À L'ÉCOLE
La rentrée sera *light*

*Offre soumise à conditions

Jusqu'à
4 MOIS*
de salaire
Réponse en
24H*

BANK OF AFRICA
BMCE GROUP

Exportation de riz

L'Inde impose 20% de taxe, l'Afrique devrait être affectée

Les mesures prises le 9 septembre 2022 par l'Inde, le premier exportateur mondial du riz, d'imposer une taxe de 20% sur certaines exportations de riz pourraient faire monter les prix du riz à l'échelle mondiale, a averti Gro Intelligence. Ceci devrait sans doute avoir des répercussions sur les marchés africains, principalement au Nigeria, qui est le premier importateur du riz du continent.

• Issa SIKITI DA SILVA

Parmi ces types de riz dont l'exportation a été suspendue se trouve le fameux « broken rice » (riz brisé), qu'on trouve régulièrement sur les marchés africains. Quant au riz blanc et brun, qui représente plus de 60% des exportations indiennes, ils seront assujettis à la nouvelle taxe d'exportation de 20%.

Le riz indien représente plus de 40% des expéditions mondiales acheminées vers plus de 150 pays. L'Inde, qui a récemment dépassé le Royaume-Uni en devenant la sixième puissance économique mondiale, exporte plus de 10 millions de tonnes chaque année (11,79 millions en 2021).

Le Nigeria, dont les importations du riz en 2020 ont atteint la valeur de 19,9 millions USD, importe principalement du riz de l'Inde (5,82 millions USD), de la Thaïlande (4,52 millions USD), de la Birmanie (2,7 millions USD), de la Chine (2,17 millions USD) et des États-Unis (1,63 million USD), selon les données de l'Observatory of Economic Complexity (OEC).

Mais désormais, il ne faudra peut-être plus compter sur les importations indiennes car New Delhi voudrait freiner la flambée des prix sur



ses marchés domestiques, tout en garantissant un approvisionnement local adéquat. Cependant, le riz étuvé et le riz basmati sont exclus du nouveau droit d'exportation.

Les prix intérieurs du riz et des produits à base de riz en Inde, qui ont grimpé depuis avril, sont désormais à un niveau record, a indiqué Gro Intelligence, une plateforme digitale du climat et de l'agriculture, dont les bureaux se trouvent à New York et Nairobi.

À l'approche de cette saison de croissance, l'Inde anticipait déjà une baisse de production du riz car un démarrage plus lent que d'habitude de sa saison de mousson avait réduit la superficie plantée du riz. En outre, les niveaux de précipitation ont été faibles dans les deux principaux États

producteurs de riz du pays.

Sécurité rizicole

« A cause de cette taxe d'exportation, les expéditions du riz indien deviendront non compétitives sur le marché mondial. Les acheteurs vont solliciter la Thaïlande et le Vietnam », s'est indigné Krishna Rao, président de l'Association des exportateurs indiens du riz, cité par CNBC.

En Asie du Sud, en particulier au Bangladesh, en Inde et au Népal, la sécurité rizicole est synonyme de la sécurité alimentaire. Le riz est un aliment de base, constituant environ 50% de la production céréalière totale et fournissant 30% des besoins caloriques totaux de la population, et cela exige que le prix du marché du riz soit maintenu à un niveau bas, a souligné The Asia Foundation.

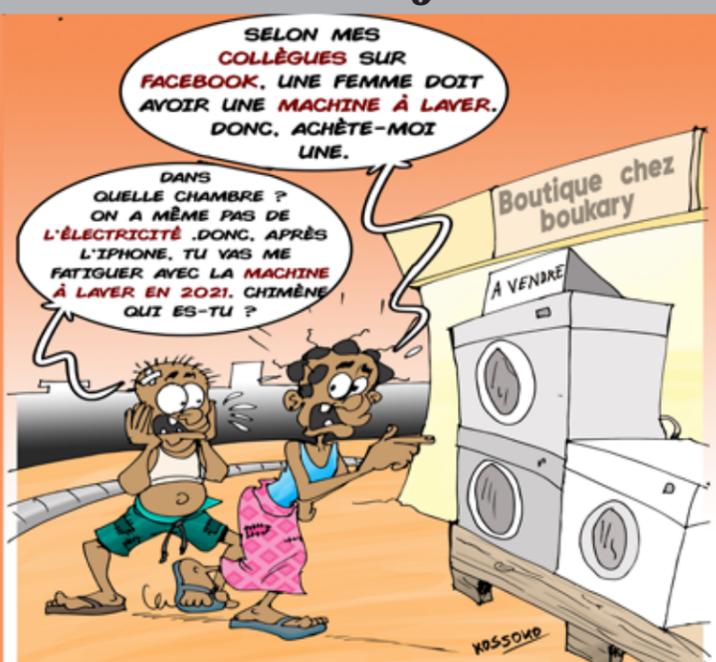
AUX DECIDEURS...

Racket aux frontières !

Forme de chantage de proximité, avec menaces de violence ou trafic d'influence dans le but d'extorquer de l'argent, des objets ou des renseignements. Ainsi se définit le racket. Au sein de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest, les règles qui régissent la vie communautaire prescrivent, entre autres, la libre circulation des personnes et des biens. Ce qui suppose que les Etats membres se sont engagés à lever les obstacles et les entraves à la circulation. En d'autres termes, les barrières policières ne devraient servir qu'à contrôler essentiellement les pièces d'état civil des usagers pour s'assurer de leur identité et de vérifier si ces derniers ne sont pas porteurs éventuellement de produits prohibés. Cette inspection devrait se faire dans un esprit débarrassé d'a priori, donc sans arrière-pensée de vouloir nécessairement causer du tort à l'utilisateur. Mais que constate-t-on ? Exactement le contraire de ce qui devrait s'observer dans un espace communautaire de libre-échange. Aux frontières des pays membres de la CEDEAO, les règles établies pour une libre circulation des personnes et des biens ne sont pas respectées. A Sèmè-Kraké, entre le Bénin et le Nigeria, les usagers sont soumis à des tracasseries de toutes sortes. Exigence de passeport et de collecte de faux frais. Il en est de même à la frontière bénino-nigérienne entre Malanville et Gaya et ce malgré la juxtaposition des postes de contrôle. Les mêmes pratiques ont cours à la frontière du Bénin avec le Burkina Faso. Entre Illacondji au Bénin et Sanvicondji au Togo, la probité des policiers n'est pas parvenue à les soustraire des rackets. Les véhicules en transit sont soumis aux fouilles d'usage. Mais, les agents de sécurité ne s'empêchent guère d'extorquer de l'argent aux usagers. Le même phénomène s'observe aux frontières du Togo avec le Ghana, du Ghana avec la Côte d'Ivoire et ce malgré l'existence d'un autre accord baptisé OCAL : Organisation du corridor Abidjan-Lagos. En définitive, les idées qui ont sous-tendu la création de l'espace communautaire ne sont pas traduites dans les faits. De manière évidente, chaque Etat à travers sa police continue de fonctionner en respectant plutôt les lignes de balkanisation. Avouons que sur ce plan, la CEDEAO n'a pas avancé.

Jean-Claude KOUAGOU

Cari du jour



Eco secret

Nigeria : le projet de nouvelle taxe sur les télécommunications mis en stand-by

Le gouvernement fédéral nigérian a décidé de suspendre la mise en œuvre d'une nouvelle taxe sur les télécommunications destinée à aider à réduire le déficit budgétaire du pays, selon le ministre des Communications et de l'Économie numérique, Isa Pantami. Isa Pantami a déclaré, lors de la réunion inaugurale du Comité présidentiel sur les droits d'accise pour le secteur de l'économie numérique lundi 5 septembre à Abuja, que la décision avait été suspendue en raison des « multiples » taxes qui pèsent déjà sur le secteur des télécommunications.

Chaînes de valeur agricoles

Le FNDA débourse 845 millions FCFA pour 37 promoteurs

Passée la sélection des meilleurs projets de l'appel à projets des guichets 1 et 2, le Fonds national de développement agricole (FNDA) a procédé, vendredi 09 septembre 2022 à Azalai hôtel, à la signature des conventions de projets avec les 37 promoteurs agricoles retenus dans le cadre des subventions des initiatives agricoles au profit des Organisations Professionnelles Agricoles (OPA) et des Micro, petites et moyennes entreprises (MPME). Présidée par le ministre Gaston Dossouhoui, cette cérémonie a connu la participation du chef suppléant du Bureau de la Coopération Suisse au Bénin, un des partenaires clés du développement agricole.

• Sylvestre TCHOMAKOU

Investi de la mission de contribuer à l'amélioration des revenus agricoles et à la sécurité alimentaire par la promotion de l'investissement privé dans le secteur agricole, le Fonds national de développement agricole (FNDA) s'ingénie à faire de l'agriculture un véritable atout au développement du Bénin. C'est dans cette dynamique que l'appel à projets au niveau des guichets 1 et 2 du Fonds a enregistré ses premiers bénéficiaires répartis dans 08 filières. Pour cette première vague, au total, 37 projets ont été retenus sur 679 enregistrés, pour un coût global de 1.591.602.569 FCFA et subventionnés par l'Etat béninois à travers le FNDA à hauteur de 845.833.241 FCFA. A en croire le Directeur général du FNDA, Valère Houssou, portés par dix-neuf (19) Micros, Petites et Moyennes Entre-

prises agricoles (MPME) ayant des liens d'affaires avec plus de 3.500 petits producteurs pour près de 353 emplois directs à créer, ces projets sont des initiatives développées au sein de toutes les filières phares, notamment le riz, le soja, le maraichage, la pisciculture, la mangue et la viande et lait; et couvrent les différents pôles de développement agricole. Les pôles 7, 4 et 5 étant en tête avec respectivement 322 projets/demandeurs ; 140 demandeurs et 89 demandeurs. Pour cette subvention, les 19 Micros, Petites et Moyennes Entreprises agricoles (MPME) bénéficient d'un montant de subvention de plus 491 millions FCFA, et les 18 Organisations Professionnelles Agricoles (OPA), quant à elle, se sont vues accorder plus de 354 millions FCFA.

Un besoin croissant de financement



• Échange de paraphe entre le DG FNDA et un des bénéficiaires



• Gaston Dossouhoui, ministre de l'agriculture

Au terme de ce processus, souligne Valère Houssou, « nous avons noté un fort besoin d'accompagnement de nos producteurs agricoles. A l'analyse des dossiers, la plupart était incomplet malgré les instructions de l'avis d'appel à projets ». C'est pourquoi il va inviter les promoteurs agricoles à se formaliser et à être transparents dans leur déclaration. Ardent défenseur de l'amélioration de l'accès au crédit au profit des promoteurs agricoles, le ministre de l'agriculture, Gaston Dossouhoui n'a pas manqué de reconnaître l'importance de ce nouvel appui au secteur agricole. « (...) Nous ne pouvons accroître les performances de notre

agriculture sans l'investissement du secteur privé. Et c'est à ce titre que le Gouvernement du président Talon a donné une nouvelle orientation et des moyens conséquents au FNDA pour bien jouer ce rôle. La présente cérémonie en est un témoignage et marque l'engagement de l'Etat à travers le FNDA à soutenir des initiatives agricoles portées par le privé. Les 37 promoteurs agricoles lauréats de ce jour bénéficient de subventions d'un montant global de 845.833.241 FCFA qui doivent servir de levier pour la mobilisation de 1.591.602.569 FCFA auprès des banques et SFD », a-t-il exprimé.

Saluant l'initiative qui met en avant les Petites et moyennes entreprises, le ministre Modeste Kérékou a indiqué qu'« au regard de l'évolution de l'écosystème environnementale au Bénin, je veux espérer qu'un partenariat ADPME-FNDA

puisse naître très rapidement et se concrétiser et soit fécond afin de faire émerger une masse critique de PME porteuses de projets agricoles de grandes valeurs ajoutées et génératrices de richesses et d'emplois (...) ». Au nom du Bureau de la coopération Suisse au Bénin, Schranz BJÖRN, a exhorté les promoteurs agricoles bénéficiaires à faire preuve de sérieux et de rigueur afin que les objectifs visés par chaque projet soient atteints. Heureux de cet appui qui va sans doute propulser leurs entreprises, Célia Fiogbé a, au nom des bénéficiaires, exprimé sa reconnaissance au Gouvernement ainsi qu'aux Partenaires Techniques et Financiers qui s'investissent pour l'essor du secteur agricole béninois. Du reste, il est à noter que 43 projets sont en attente et chacun d'eux a été sanctionné par l'avis de non objection de la coopération Suisse.



• Valère Houssou, DG FNDA

Baromètres Bénin

Référentiel			Taux de mortalité infantile	55,68%	Statistiques mondiales (2015)																																				
Données Démographiques	Valeur	Sources	Taux d'alphabétisation	52,55%	Statistiques mondiales (2015)																																				
Population	11,49 millions d'habitants	Statistiques mondiales (2018)	<table border="1"> <thead> <tr> <th colspan="3">Référentiel</th> </tr> <tr> <th>Economie</th> <th>Valeur</th> <th>Sources</th> </tr> </thead> <tr> <td>Croissance économique</td> <td>6,7</td> <td>BAD 2020</td> </tr> <tr> <td>Pib par habitant</td> <td>2415 \$</td> <td>2018</td> </tr> <tr> <td>Taux d'inflation</td> <td>-1,1%</td> <td>Institut national de la statistique et de l'analyse économique (Insaec), 2019</td> </tr> <tr> <td>Taux de croissance annuel du PIB</td> <td>7,2 %</td> <td>juin 2019</td> </tr> <tr> <td>Compte courant / PIB (%)</td> <td>-10,8</td> <td>Décembre 2017</td> </tr> <tr> <td>Taux de chômage</td> <td>2,1%</td> <td>Statistiques mondiales (2019)</td> </tr> <tr> <td>Ratio de la dette publique au PIB (%)</td> <td>26,2%</td> <td>Décembre 2018</td> </tr> <tr> <td>Balance commerciale</td> <td>-165 milliards de francs CFA</td> <td>Statistiques mondiales (2019)</td> </tr> <tr> <td>Taux d'intérêt des dépôts au Bénin</td> <td>6,49%</td> <td>Statistiques mondiales</td> </tr> <tr> <td>Bénin Taux moyen interbancaire à trois mois</td> <td>5,76%</td> <td>Trading economics</td> </tr> </table>			Référentiel			Economie	Valeur	Sources	Croissance économique	6,7	BAD 2020	Pib par habitant	2415 \$	2018	Taux d'inflation	-1,1%	Institut national de la statistique et de l'analyse économique (Insaec), 2019	Taux de croissance annuel du PIB	7,2 %	juin 2019	Compte courant / PIB (%)	-10,8	Décembre 2017	Taux de chômage	2,1%	Statistiques mondiales (2019)	Ratio de la dette publique au PIB (%)	26,2%	Décembre 2018	Balance commerciale	-165 milliards de francs CFA	Statistiques mondiales (2019)	Taux d'intérêt des dépôts au Bénin	6,49%	Statistiques mondiales	Bénin Taux moyen interbancaire à trois mois	5,76%	Trading economics
Référentiel																																									
Economie	Valeur	Sources																																							
Croissance économique	6,7	BAD 2020																																							
Pib par habitant	2415 \$	2018																																							
Taux d'inflation	-1,1%	Institut national de la statistique et de l'analyse économique (Insaec), 2019																																							
Taux de croissance annuel du PIB	7,2 %	juin 2019																																							
Compte courant / PIB (%)	-10,8	Décembre 2017																																							
Taux de chômage	2,1%	Statistiques mondiales (2019)																																							
Ratio de la dette publique au PIB (%)	26,2%	Décembre 2018																																							
Balance commerciale	-165 milliards de francs CFA	Statistiques mondiales (2019)																																							
Taux d'intérêt des dépôts au Bénin	6,49%	Statistiques mondiales																																							
Bénin Taux moyen interbancaire à trois mois	5,76%	Trading economics																																							
Densité de la population	100,17 habitants/Km ²	Statistiques mondiales (2018)																																							
Population de moins de 15 ans	45%	FMI (2014)																																							
Espérance de vie à la naissance	61,47 ans	Statistiques mondiales (2015)																																							
Taux d'urbanisation	44%	Institut national de la statistique et de l'analyse économique (Insaec), 2015																																							
Population vivant avec moins de 1,25 dollar par jour	36%	Statistiques mondiales (2016)																																							
Age médian femme	18,3 ans	Statistiques mondiales (2015)																																							
Age médian homme	17,5 ans	Statistiques mondiales (2015)																																							
Indice de fécondité	4,9 enfants par femme	FMI (2014)																																							
Taux de natalité	36,40 o/∞	Statistiques mondiales (2018)																																							
Taux de mortalité	8,21%	Statistiques mondiales (2015)																																							
Taux d'accroissement naturel	2,78%	Statistiques mondiales (2015)																																							

Rapport 2021/2022 sur l'Indice de Développement Humain

Le Bénin classé 30^{ème} pour l'IDH en Afrique et 166^{ème} au monde

Le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) a rendu public, jeudi 08 septembre 2022, le classement mondial 2021/2022 des pays, selon l'Indice de Développement Humain (IDH). De ce classement sur le continent africain, le Bénin est classé au 30^{ème} et 166^{ème} au monde dans la catégorie faible.

● Abdul Wahab ADO

Selon le rapport 2021/2022 du PNUD sur l'Indice de Développement Humain, 90 % des pays ont vu leur IDH baisser entre 2020 et 2021. En Afrique, seule l'île Maurice se classe parmi les pays à IDH « très élevé », tandis que le Niger, Tchad et le Soudan du Sud sont les trois pays affichant les IDH les plus faibles de la planète. Pour le compte du Bénin, comme dans le rapport de l'IDH de 2019, le Bénin est classé 30^{ème} en Afrique et 166^{ème} au niveau mondial selon le rapport 2021/2022 du classement mondial de l'Indice de Développement Humain du Pnud. Dans l'Union économique et monétaire ouest africaine (Uemoa), la Côte d'Ivoire est classé 25^{ème} et le Togo, 27^{ème}. Le Sénégal est 34^{ème}, le Mali, 48^{ème} et le Niger 51^{ème}. Au premier rang africain du classement, on retrouve l'île Maurice. Si le pays se classe à la 63^{ème} place mondiale, il est le seul du continent à se situer dans la catégorie des pays ayant un IDH « très élevé ». Sept pays africains se classent désormais dans la catégorie des IDH « élevés », tandis que 17 sont dans la catégorie des IDH « moyens ». La triste majorité (28) des pays africains étudiés dans le rapport se classent tous dans la



catégorie des IDH « faibles ». Notons que l'Afrique subsaharienne cumule un score d'IDH de 0,5 sur 1 contre une moyenne mondiale de 0,7, faisant d'elle la région moins bien classée au monde. Selon le rapport, les années de progrès réalisés par les pays africains ont été grandement mis à mal par la pandémie du Covid. Selon le PNUD, 59% des pays ayant un IDH faible ou moyen, dont plusieurs en Afrique, ont vu leurs performances en matière d'IDH décliner entre 2020 et 2021. Ces chiffres descendent à 61% pour les pays ayant un IDH élevé et à seulement 33% pour ceux ayant un IDH très élevé. Bien qu'en 2021, le PNUD a noté une certaine reprise au niveau mondial, elle a été partielle et inégale. L'analyse du rapport montre que la plupart des pays à IDH très élevé ont enregistré des améliorations, tandis que la plupart des autres ont connu des baisses continues. Il faut

dire que pour la première fois dans l'histoire, la valeur de l'IDH mondial a baissé, ramenant le monde à l'époque juste après l'adoption du programme 2030 pour le développement durable et de l'accord de Paris », a indiqué l'institution. Et d'ajouter : « Chaque année, quelques pays connaissent des baisses de leur IDH respectif. Cependant, 90 % des pays ont vu leur IDH baisser en 2020 ou en 2021, ce qui dépasse de loin le nombre de pays qui ont connu une inversion de tendance à la suite de la crise financière mondiale ». Il faut préciser que, le classement de l'IDH du PNUD évalue le niveau de développement humain des pays (189 au total), en se basant sur plusieurs données, impliquant entre autres, le niveau d'éducation de la population, la santé et le revenu. Seules les données de la Somalie n'ont pas été prises en compte par les experts, parmi les pays africains.

Voici le classement 2021 des pays africains selon l'IDH

Rang (Afrique)	Pays	Rang (Mondial)	Catégorie (IDH)
1	Maurice	63	Très élevé
2	Seychelles	72	Elevé
3	Algérie	91	Elevé
4	Egypte	97	Elevé
4	Tunisie	97	Elevé
6	Libye	104	Elevé
7	Afrique du Sud	109	Elevé
8	Gabon	112	Elevé
9	Botswana	117	Moyen
10	Maroc	123	Moyen
11	Cap-Vert	128	Moyen
12	Ghana	133	Moyen
13	Sao Tomé-et-Principe	138	Moyen
14	Namibie	139	Moyen
14	eSwatini	144	Moyen
16	Guinée Equatoriale	145	Moyen
17	Zimbabwe	146	Moyen
18	Angola	148	Moyen
19	Cameroun	151	Moyen
20	Kenya	152	Moyen
21	Congo	153	Moyen
21	Zambie	154	Moyen
23	Comores	156	Moyen
24	Mauritanie	158	Moyen
25	Côte d'Ivoire	159	Moyen
26	Tanzanie	160	Faible
26	Togo	162	Faible
28	Nigeria	163	Faible
29	Rwanda	165	Faible
30	Bénin	166	Faible
30	Ouganda	166	Faible
32	Lesotho	168	Faible
33	Malawi	169	Faible
34	Sénégal	170	Faible
35	Djibouti	171	Faible
36	Soudan	172	Faible
37	Madagascar	173	Faible
38	Gambie	174	Faible
39	Ethiopie	175	Faible
39	Erythrée	176	Faible
41	Guinée Bissau	177	Faible
42	Liberia	178	Faible
43	RDC	179	Faible
44	Sierra Léone	181	Faible
45	Guinée	182	Faible
46	Burkina Faso	184	Faible
46	Mozambique	185	Faible
48	Mali	186	Faible
49	Burundi	187	Faible
50	Centrafrique	188	Faible
51	Niger	189	Faible
52	Tchad	190	Faible
53	Soudan du Sud	191	Faible

Solutions aux dégâts des inondations sur les infrastructures routières

Le gouvernement prend le taureau par les cornes

Le Ministre des Infrastructures et des Transports, Hervé HEHOMEY, a effectué, ce jeudi 08 septembre 2022, une visite sur certains axes routiers du département du Borgou. Cette descente du Ministre, conformément aux instructions du Chef de l'État, vise à apporter des solutions appropriées à court et à long terme aux dégâts occasionnés par les inondations dues aux dernières pluies diluviennes et le débordement des cours d'eau.

Aux dires du Ministre Hervé HEHOMEY, il y a eu, cette année, une pluviométrie particulière, caractérisée par des pluies diluviennes d'une intensité extrême, avec pour corollaires d'importantes sollicitations des ouvrages. Les axes N'Dali-Nikki, Nikki-Tchicandou, Nikki-Pèrèrè, Nikki-Kalalé ont été particulièrement éprouvés. « Je voudrais dire aux populations que le Chef de l'État est parfaitement au courant de la situation des infrastructures routières dans la zone, et les dispositions sont prises pour que bientôt tout soit conjugué au passé », a rassuré le Ministre. En présence de l'honorable Rachidi GBADAMASSI, du Maire de la Commune

de N'Dali et des premier et deuxième adjoints au Maire de la Commune de Nikki, le Ministre a effectivement lancé les travaux de réhabilitation du trafic sur l'axe N'Dali-Nikki, où il y a eu, le vendredi 26 août dernier, l'effondrement d'un ouvrage à la hauteur de Kassakpéré, précisément au PK-43+300. Ce grand exploit en cours de réalisation fait suite à celui réalisé sur le pont de Tchicandou, dont la rampe d'accès s'est effondrée et rétablie en 24 heures, grâce à l'appui de l'entreprise SOGEA-SATOM, de la Direction générale des Infrastructures de transport et de la Société des Infrastructures Routières et de l'Aménagement du Territoire (SIRAT). En attendant le rétablisse-



ment de la circulation d'ici quelques jours, à en croire le Ministre des Infrastructures et des Transports, le trafic sur l'axe N'Dali-Nikki a été dévié par Pèrèrè, puis de Pèrèrè à Nikki. Le 02 septembre dernier, une nouvelle alerte a été enregistrée. Il s'agit d'une menace au niveau de l'ouvrage au PK--35. Des dispositions ont été prises à cet effet et un compte rendu global de la situation a été fait au Chef de l'État, selon le Mi-

nistre Hervé HEHOMEY. « Nous avons rendu compte de cette situation au Chef de l'État qui nous a instruit à l'effet d'engager la reconstruction complète de cette route N'Dali-Nikki. Je dois dire qu'il s'agit d'une situation maîtrisée », a une fois encore rassuré le Ministre. L'Autorité Ministérielle a ensuite annoncé la réalisation de plusieurs autres routes, dont les travaux seront bientôt lancés, conformément aux instruc-

tions du Chef de l'État.

De bonnes nouvelles

Selon le Ministre HEHOMEY, le Gouvernement engagera, dans les semaines à venir, la réhabilitation de la route Parakou-Béroubouay. C'est une section de la route Nationale Inter-Etat N°2 (RNIE-2) dont les travaux de réhabilitation de la section Béroubouay-Malanville ont déjà été engagés. Le Ministre a également annoncé l'aménagement et le bitumage des routes Nikki-Kalalé et Kota-Kouandé dont la contractualisation est très avancée. « Il y a une route qui fait l'objet de préoccupations actuelles et le Chef de l'État nous a instruit pour la mettre également en chantier le plus

tôt possible. C'est Guéné-Karimama, où nous avons un ouvrage sur surveillance », a indiqué le Ministre. Au total, 335 km de routes seront aménagés, bitumés ou reconstruits. Après ces annonces faites aux populations, le Ministre Hervé HEHOMEY et la délégation qui l'accompagne se sont rendus chez l'Empereur de Nikki, Sa Majesté Chabi NAÏNA III, à qui le Ministre est allé transmettre un important message du Chef de l'État relatif aux travaux d'infrastructures à réaliser et les dispositions prises par le Gouvernement pour la libre circulation et la sécurité routière de tous ceux qui prendront part aux manifestations festives de la Gaani.

Accès à une électricité fiable

Africa Trade Insurance et le Ghana signent un protocole d'accord RLSF

Le Ghana devient le neuvième état membre de l'ACA à signer le protocole d'accord de la RLSF. L'intégration du Ghana à la RLSF permettra de réaliser des progrès significatifs dans la réduction des risques liés aux projets d'énergie renouvelable, ce qui devrait stimuler les investissements supplémentaires des promoteurs de projets et des prêteurs, grâce à un meilleur profil de risque des projets. La RLSF est une initiative conjointe de l'ACA, de la Banque de Développement KfW et de l'Agence Norvégienne de Coopération au Développement (Norad)

Nairobi, le 8 septembre 2022 - Conformément à sa mission de promouvoir l'accès à une électricité fiable, propre et abordable, le gouvernement du Ghana a signé un protocole d'accord avec l'Agence pour l'Assurance du Commerce en Afrique (ACA) pour le déploiement de la Facilité Régionale de Soutien à la Liquidité (RLSF) dans le pays. La RLSF, une initiative conjointe de l'ACA, de la Banque de développement KfW et de l'Agence Norvégienne de Coopération pour le développement (Norad), est un produit financier conçu pour faire face aux risques de liquidité à court terme auxquels sont confrontés les petits et moyens Producteurs d'Electricité Indépendants (IPP), qui vendent de l'électricité aux sociétés publiques, ce qui améliore la bancabilité et aide ces projets à accéder au financement. La signature de ce protocole d'accord est intervenue à un moment opportun alors que la demande d'énergie au Ghana augmente de 10% par an, et que le pays s'efforce d'accroître la contribution des sources d'énergie renouvelables à son bouquet énergétique. Grâce au protocole d'accord, les IPP au Ghana bénéficieront de la RLSF qui a été créée non seulement pour aider à lutter contre le changement climatique et attirer des investissements en soutenant des projets d'énergie renouvelable dans les pays membres de l'ACA, mais aussi pour protéger les IPP contre le risque de retard de paiement de la part des acheteurs publics.

Le Ghana a l'un des taux d'accès à l'électricité les plus élevés d'Afrique, avec 86,63 %, 74 pourcent de résidents ruraux et 95 pourcent de résidents urbains étant connectés au réseau électrique. Le Ghana exporte également son excédent d'électricité vers les pays voisins tels que le Bénin, le Burkina Faso et le Togo. En outre, le pays - qui dispose actuellement d'une capacité totale installée de plus de 5 300 MW - aspire à s'industrialiser, à moderniser son secteur agricole et à offrir des opportunités économiques à sa population croissante. Toutefois, l'une des principales



contraintes à cette vision est l'accès à une énergie électrique fiable et rentable, et le déficit financier actuel du secteur. La disponibilité de la RLSF permettra d'alléger la charge financière de la société d'électricité nationale, la Compagnie d'Electricité du Ghana (CEG), qui est souvent sollicitée à fournir des garanties pour des instruments de liquidité similaires dans le cadre de contrats d'achat d'électricité. Le Ghana devient ainsi le neuvième État membre de l'ACA à avoir signé le protocole d'accord RLSF - rejoignant le Bénin, le Burundi, la Côte d'Ivoire, le Madagascar, le Malawi, le Togo, l'Ouganda et la Zambie.

A Propos de l'Agence pour l'Assurance du Commerce en Afrique

L'ACA a été créée en 2001 par les États africains afin de couvrir les risques de crédit et d'investissement d'entreprises qui font affaires en Afrique. L'ACA offre principalement de l'assurance risque politique, de l'assurance-crédit et de la réassurance. À la fin de l'exercice 2020, l'ACA avait une exposition brute de 6,3MUSD et un bénéfice net de 39,4MUSD, cette performance provenant d'une forte demande pour les solutions d'assurance de l'ACA de la part du secteur financier international et de gouvernements africains. Depuis sa création, l'ACA a appuyé des investissements et des échanges commerciaux d'une valeur de 70 milliards d'USD en Afrique. L'ACA maintient depuis plus de dix ans une notation de crédit 'A/Stable' pour la solidité financière et le crédit de contrepartie de Standard & Poor's, et en 2019, l'ACA a été noté A3/Stable par Moody's. www.ati-aca.org

A Propos de la Facilité Régionale au Soutien à la Liquidité (RLSF)

L'ACA et la banque de développement allemande KfW, forts d'un financement octroyé par le Ministère fédéral allemand de la Coopération et du Développement Économiques (BMZ), ont mis sur pied le RLSF en 2017. La facilité a été créée afin d'aborder le changement climatique et d'attirer des investissements en appuyant des projets d'énergie renouvelable dans les pays membres de l'ACA. Le RLSF a une capacité initiale de 63, 2 millions d'Euros et appuie des projets d'énergie renouvelable de petite et moyenne envergure dont la capacité installée est de tout au plus 50 MW (et dans des cas exceptionnels jusqu'à 100 MW). La Facilité protège les promoteurs contre le risque de retard de paiement de la part des acheteurs d'énergie publics, ce qui améliore la bancabilité des projets et assure qu'un plus grand nombre de projets parviendront à la clôture financière. <https://www.ati-aca.org/fr/solutions-energetiques/facilites/rlsf/>

A propos de KfW & KfW Development Bank

La KfW est l'une des banques de développement les plus importantes et expérimentées au monde. Créée en 1948 en tant qu'institution de droit public, la KfW est détenue à 80% par la République fédérale d'Allemagne et à 20% par les États fédérés (« Länder »). La KfW Development Bank est la principale banque de développement d'Allemagne et fait partie intégrante de la KfW.

<https://www.norad.no/en/front/>

Élimination des épidémies de méningite bactérienne

L'OMS mobilisera 1,5 milliard \$ pour l'Afrique

Alors que la covid-19 a gravement perturbé les services de prévention et de contrôle de la méningite en Afrique, l'OMS espère rattraper le temps perdu, grâce notamment à l'administration d'un nouveau vaccin prometteur. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a annoncé, le jeudi 8 septembre, le lancement d'une campagne de vaccination dotée d'un budget de 1,5 milliard de dollars, en vue d'éliminer les épidémies de méningite bactérienne en Afrique, d'ici 2030. L'OMS a précisé que les campagnes de vaccination contre cette maladie, qui ciblaient plus de 50 millions d'enfants en Afrique ont été retardées à cause de la covid-19, estimant que le continent se retrouve désormais exposé à un risque accru de flambées épidémiques de méningite de type A. « Dans la course contre la montre engagée contre la méningite, un vaccin de nouvelle génération sera déployé dans les 26 pays africains les plus touchés par la maladie », a déclaré la directrice régionale de l'OMS pour l'Afrique, Matshidiso Moeti (photo), lors d'une conférence de presse. « Ce nouveau vaccin qui s'est révélé sûr et efficace contre plusieurs formes de méningite lors des essais cliniques pourrait être déployé l'année prochaine et administré à grande échelle jusqu'en 2030, année à laquelle l'OMS espère mettre fin aux épidémies de méningite bactérienne sur le continent africain », a-t-elle ajouté.



Sauver 140 000 vies chaque année

L'OMS estime que la campagne de vaccination pourrait sauver plus de 140 000 personnes chaque année. Bien qu'aucun cas de méningite de type A n'ait été notifié en Afrique au cours des cinq dernières années, des flambées épidémiques continuent de se produire et sont causées par d'autres types de bactéries méningococciques. « Plus de 400 millions d'Africains restent exposés au risque de flambées saisonnières de méningite, mais la maladie est restée loin des projecteurs pendant trop longtemps », a déploré Mme Moeti. L'OMS a en effet constaté que les activités de lutte contre la méningite avaient diminué de 50% en 2020 par rapport à 2019, même si une légère amélioration a été enregistrée en 2021. La méningite est causée par l'inflammation des membranes qui enveloppent le cerveau et la moelle épinière. Elle se transmet par les éternuements, la salive ou les mucosités provenant du nez et de la gorge des personnes infectées. La méningite bactérienne aiguë est l'une des formes les plus mortelles et les plus invalidantes de la maladie. Elle peut provoquer le décès dans les 24 heures, et une personne infectée sur cinq est atteinte d'un handicap à vie après l'infection. La saison méningitique est particulièrement longue en Afrique, où elle s'étend de janvier à juin.

Négociations sur leurs frontières maritimes

Le Ghana et le Togo s'accordent au 10^{ème} round



Si les différents frontaliers terrestres en Afrique sont relativement notoires, ceux maritimes, attirent moins l'attention du public. Leur règlement est pourtant crucial, au vu des enjeux économiques et diplomatiques liés pour chacun des pays concernés. Le Ghana et le Togo ont trouvé le 8 septembre 2022 quelques points d'accord sur la délimitation de leurs frontières maritimes communes, à l'issue du 10^{ème} round des négociations à

Lomé. Précisément, les deux parties se sont entendues sur la ligne de base à partir de laquelle seront mesurés les différents espaces maritimes, les eaux territoriales, la zone économique exclusive ainsi que le point de départ de la délimitation de l'espace maritime. Sur cette base, relaie-TogoFirst, « sera tracée la ligne de délimitation, conformément à la Convention de Montego Bay et au droit de la mer ». À la suite de ces points d'accord, le ministre togolais de l'Économie maritime, Edem Kokou Tengue, s'est félicité de « l'engagement constant des deux pays à rechercher un consensus juste et équitable autour de la question de délimitation des frontières ». Pour sa part, la partie ghanéenne soutient que Lomé et Accra « seront appréciés au plan international si les négociations aboutissent ». Notons que les négociations sur la délimitation de la frontière maritime entre les deux États voisins ont été ouvertes depuis 2018, alors que le litige dure depuis un demi-siècle.

Secteur agricole

La Côte d'Ivoire reçoit une aide de 3,7 millions \$ du Japon

En Côte d'Ivoire, l'exécutif vient de recevoir une donation de 2,4 milliards de francs CFA (3,7 millions \$) du Japon, dans le cadre de son plan national de développement (PND), rapporte le quotidien local Fratmat. L'accord entérinant la mise en œuvre du financement a été signé le 6 septembre par Kandia Camara, ministre des Affaires étrangères et l'ambassadeur japonais Ikkatu Katsuya. Selon les autorités, l'enveloppe annoncée sera exclusivement dédiée à la fourniture de tracteurs et d'engrais en vue de renforcer la mécanisation et la productivité agricole dans le nord et l'ouest du pays. En Côte d'Ivoire, le secteur agricole fournit 21 % au PIB.



Ecofin du 11 Septembre 2022



Tél : 21 30 10 20 - Fax : 21 30 18 51
01 BP : 302 COTONOU - ROUTE DE L'AEROPORT
www.finances.bj



LISTE DES INSTITUTIONS FINANCIERES ACCREDES PAR LE MINISTRE EN CHARGE DES FINANCES EN TANT QUE SYSTEME FINANCIER DECENTRALISE (SFD) A LA DATE DU 30 JUIN 2022

N° d'ordre	Date d'autorisation ou de mise en conformité à la loi	N° d'autorisation	Référence arrêté	Raison sociale	Adresse complète du SFD	Forme juridique
1.	06/04/1999	L.99.0001.A	N°221/MEF/DC/DG/TCP/DAMF/CAS du 06 avril 1999	CAISSE BÉNOINOISE D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT (CBEC)	Tél. : 21 06 66 67 / Cel : 95 79 03 71/02BP : 1122 Cotonou/ E-mail : bec_2012@yahoo.fr/ Carré 634 Gbégamé-place Bulgarie	Coopérative
2.	19/05/1999	L.99.0002.A	Arrêté n°1750/MEF/DC/CSSFD/SRE du 31 décembre 2008	FAÏTIÈRE DES CAISSES D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL (FECECAM)	Carré : lot 77 bis ZOCA / 08 BP 0843 Cotonou/ Tél. (229) 21 04 86 77/ Cel : (229) 90 02 65 61/ Fax : (229) 21 36 15 05/ E-mail : feccam@yahoo.fr/ Site web: www.feccam.org/ Abomey- Calavi	Mutuelle
3.	20/09/1999	L.99.0004.A	N°819/MEF/DC/SGM/MICROFIN du 20 septembre 1999	COOPÉRATIVE POUR LA PROMOTION DE L'ÉPARGNE ET DU CRÉDIT (CPEC) COTONOU	Cotonou, Q'tier : Menontin/ Tél. : 21 38 67 41/ 21 38 67 42/ Cel : 97 08 72 58 /BP: 91 Godomey/ E-mail : cpecbenin@yahoo.fr/ Carré 2124 Bis Ménontin	Coopérative
4.	19/02/2001	L.01.0005.A	N°046/MFE/DC/MICROFIN du 19 février 2001	MUTUELLE POUR LE DÉVELOPPEMENT À LA BASE (MDB)	Cotonou, Tél. : 21 32 13 22/ Fax : / 08BP : 0633 Cotonou /E-mail : mdb@mdbbenin.org /Carré 918-909 Sikécadjj Rue PSI	Mutuelle
5.	07/03/2001	L.01.0006.A	N°082/MFE/DC/MICROFIN du 07 mars 2001	CAISSE DES OPERATEURS POUR UN DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL (CODES)	Cotonou, 01BP : 1182 Cotonou/ Tél. : 21 30 24 19/ Fax : 30 20 62 Gbégamé/ E-mail : ccodes@caraim.com / C/714-715 Gbégamé	Mutuelle
6.	06/08/2001	O.01.0010.A	N°761/MFE/DC/MICROFIN du 06 août 2001	MUTUELLE DE L'OUËME POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉPARGNE ET LE CRÉDIT (MODEC)	Porto-Novo, Q'tier : Kandévié, Maison: CHITOU WASSI Ier/ Tél. : 20 22 03 19/ 90 03 50 64/ 68 91 48 10/ 02BP: 598 Porto-Novo/ E-mail: modecoume201@yahoo.fr	Mutuelle
7.	04/01/2002	L.02.0011.A	N°002/MFE/DC/MICROFIN du 04 janvier 2002	CAISSE DU MOUVEMENT MUTUALISTE BÉNOINOIS (CMMB)	Tél. 21 03 15 69/21 30 41 49 Cel : 99 46 25 08 Fax : / 02 BP : 948 Cotonou E-mail : cmmb02@yahoo.fr/ Sise en face de l'école maternelle Catholique Saint Jean Cotonou	Mutuelle
8.	20/02/2003	Z.03.0016.A	N°110/MFE/DC/MICROFIN/ SRRE du 20 février 2003	COOPÉRATIVE D'APPUI ET DE CRÉDIT AUX ORGANISATIONS PAYSANNES DU BÉNIN (CACOP-BENIN)	Cel: 61 88 49 58/ 0 38P: 1883 Cotonou/ Carré: 265 Akpakpa / Pharmacie Ségbéya	Coopérative
9.	20/02/2004	L.04.0019.A	N°103/MFE/DC/MICROFIN/ SRRE du 20 février 2004	COOPÉRATIVE WESLEYENNE D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT (COWEC)	Cotonou, abokodjji centre/ Carré: 034 /06 BP 1816 Cotonou/ Tél: 21 31 47 42 Cel: 67 62 85 34/ E-mail: cowecbenin@yahoo.fr	Coopérative
10.	14/02/2006	L.01.0008.A	N°055/MFE/DC/SGM/MICROFIN du 14 février 2006	UNION NATIONALE DES CAISSES RURALES D'ÉPARGNE ET DE PRÊT (UNACREP)	Quartier: Ouando/ Porto-Novo, E-mail : unacrep@yahoo.fr, 03 BP 1049 COTONOU (BENIN)/ Tél: 21 15 90 23 / Cel: 96 02 35 35	Coopérative
11.	26/12/2006	L.06.0024.A	N°919/MDCMPPME-MDEF/DC/CTJ/DSSMF du 26 décembre 2006	LE MUTUALISTE	Tél : 21 32 84 20, Cel: 95 95 11 27/ 04 BP : 0383 Cotonou, E-mail : lemutualistefinance@yahoo.fr, Carré: 493 Cotonou (Bar-Tito)	Mutuelle
12.	08/02/2007	Z.07.0026.A	N°004/MMFEJFPM/DC/SGM/DGSSMF du 04 février 2008	RÉSEAU NATIONAL DES CAISSES VILLAGÈRES D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT AUTOGÉRÉES DU BÉNIN (RENACA-BENIN)	Carré: Lot 118 Agbanwémé (Bohicon)/ Tél: 22 51 03 81, Cel: 95 71 79 90/ 02 BP : 687 Bohicon E-mail : renaca@yahoo.fr	Mutuelle
13.	26/05/2008	L.08.0027.A	N°705/MEF/DC/SGM/CSSFD /SRE du 26 mai 2008	CRÉDIT MUTUEL DU BÉNIN (CREMU-BENIN)	Cotonou, 04BP :125 Cotonou, Tél: 95 40 17 73/ 90 01 12 22	Mutuelle
14.	04/02/2008	L.07.0028.A	N°005/MMFEJFPM/DC/SGM/DGSSMF du 04 février 2008	CAISSE MUTUELLE L'ESPOIR (CANTES)	Cotonou, Q'tier : Ayélawadjé/ Tél. : 97067297/94086699/ 03 BP : 2104 Cotonou Bénin E-mail : microcredant@yahoo.fr	Mutuelle
15.	26/05/2008	L.08.0029.A	N°706/MEF/DC/SGM/CSSFD /SRE du 26 mai 2008	MUTUELLE DES SERVICES FINANCIERS POUR LA PROSPÉRITÉ (MSFP)	Tél : 97 37 38 60/64 11 80 88/64 11 80 88 / 95 34 02 08/ 03BP : 3404 Jéricho Cotonou E-mail : mutuellesfp@yahoo.fr Godomey N'Gého (von Filao, 2ième rue à gauche, 4ième immeuble à gauche)	Mutuelle
16.	26/05/2008	L.08.0030.A	N°704/MEF/DC/SGM/CSSFD /SRE du 26 mai 2008	COOPÉRATIVE DES MEMBRES UNIS BETHEL ACTIONS (COMUBA)	Tél. : 21 38 08 18/21.00.02.65/ 97 44 67 14/ 03 BP : 3630 Cotonou E-mail : comuba01@yahoo.fr Lot 2316 Zogbohaué rue 2864	Coopérative
17.	31/12/2008	L.08.0033.A	N°1748/MEF/DC/CSSFD/SRE du 31 décembre 2008	LE DEFI	Carré : 5187/ 04BP :853 Cotonou Tél. : 21 04 53 76 Cel : 96 22 18 96 E-mail : mutuelledefi@gmail.com	Mutuelle
18.	29/01/2010	O.09.0034.A	N°1750/MEF/DC/CSSFD/SRE du 29 janvier 2010	CAISSE NATIONALE DE SOLIDARITÉ D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT (CNSEC)	Porto-Novo, Quartier : Kandévié 3/ Carré : 264/ 01BP 3129 Porto-Novo Tél. : 20 22 75 16 Cel. : 97 11 06 44/ 66 31 74 54 E-mail : deoduss4@yahoo.fr	Mutuelle
19.	29/01/2010	A.09.0036.A	N°1752/MEF/DC/CSSFD/SRE du 29 janvier 2010	MOUVEMENT POUR L'INSTAURATION D'UNE VÉRITABLE ENTRAÏDE (MIVE FINANCE)	Tél. : 21 13 49 90 /04 BP : 496 Cotonou E-mail : mivefinance@yahoo.fr C/3459 Agla-A Cotonou	Mutuelle
20.	11/05/2011	A.11.0037.A	N°236/MEF/DC/CSSFD/ SRSSFDD du 05 mai 2011	AFRICA FINANCES	Abomey calavi, Carré : lot B 2028/ 08 BP 765 Tri postal Cotonou Tél. 21 14 66 60 : Cel. 96 45 83 59 : E-mail : finance.africa@yahoo.fr	Mutuelle
21.	05/05/2011	B.11.0038.A	N°235/MEF/DC/CSSFD/ SRSSFDD du 05 mai 2011	COOPÉRATIVE POUR LA PROMOTION DE L'ÉPARGNE ET DU CRÉDIT DE PARAKOU (CPEC PARAKOU)	Parakou, Tél. : 90 90 66 11	Coopérative
22.	05/05/2011	Z.11.0039.A	N°234/MEF/DC/CSSFD/ SRSSFDD du 05 mai 2011	COOPÉRATIVE POUR LA PROMOTION DE L'ÉPARGNE ET DU CRÉDIT BOHICON (CPEC BOHICON)	Bohicon, Tél. : 97 31 26 15	Coopérative
23.	05/05/2011	O.11.0040.A	N°233/MEF/DC/CSSFD/ SRSSFDD du 05 mai 2011	COOPÉRATIVE POUR LA PROMOTION DE L'ÉPARGNE ET DU CRÉDIT PORTO-NOVO (CPEC PORTO-NOVO)	Porto-Novo, Tél. : 95 23 92 00	Coopérative
24.	15/12/2011	L.11.0042.A	N°1205/MEF/DC/CSSFD/ SRSSFDD du 15 décembre 2011	COOPÉRATIVE D'ÉPARGNE, DE CRÉDIT AGRICOLE ET COMMERCIAL DE BÉNIN (CÉCAC-BENIN)	Agantikon (Cotonou), Tél. : 95 85 75 95/ 03 BP : 1035 Cotonou Lot 1270 agantikon/ dorianamoussou@yahoo.fr	Coopérative
25.	18/11/2013	L.13.0043.A	N°3050/MEF/DC/CSSFD/CA/ SRSSFDD du 18 novembre 2013	ASSOCIATION DE LUTTE POUR LA PROMOTION DES INITIATIVES DE DÉVELOPPEMENT (ALIDE)	Tél. : 21 38 22 24 /01BP : 908 Cotonou/ E-mail : alide@alide-bj.org/ Cotonou	Association
26.	18/11/2013	A.13.0044.A	N°3051/MEF/DC/CSSFD/CA/ SRSSFDD du 18 novembre 2013	ACTION POUR LE FINANCEMENT, LE DÉVELOPPEMENT, L'ENVIRONNEMENT ET LA VIE (FIDEVIE)	Tél. : 21 15 94 86/97257818/64 85 34 68/ Fax : 21 36 21 76/ BP : 13 Abomey Calavi/ E-mail : fidevie@yahoo.fr/ C/S-B Abomey Calavi, quartier saint Louis Sèmé	ONG
27.	18/11/2013	L.13.0047.A	N°3054/MEF/DC/CSSFD/CA/ SRSSFDD du 18 novembre 2013	FINANCIAL DÉVELOPPEMENT (FINADEV) SA	Cotonou, Quartier : Ganhi, Immeuble: ORABANK, Tél. : 21 31 40 81/Fax : 21 31 79 22/ 01BP : 6335 Cotonou /E-mail : info@finadev-groupe.com/URL : www.finadev-groupe.com /Av. Gouverneur Général PONTY	Société Anonyme
28.	18/11/2013	L.13.0049.A	N°3055/MEF/DC/CSSFD/CA/ SRSSFDD du 18 novembre 2013	FEMMES SOLIDAIRES POUR LA PROMOTION ET DE DÉVELOPPEMENT (ONG FESPROD)	Tél. :21 30 81 22/97646976/95015447/ Fax : 21-30-51-05/ 04 BP : 0217 Cotonou/ E-mail : ongfesprod@yahoo.fr/ C/3054 Agla, Zone C, Cotonou Bénin/	ONG
29.	24/01/2014	A.14.0048.L	N°0125/MEF/DC/CSSFD/CA/ SRSSFDD du 24 janvier 2014	ASSOCIATION POUR LA PROMOTION DE L'ÉPARGNE CREDIT A BASE COMMUNAUTAIRE-BETHESDA (P.E.B.CO-BETHESDA)	Cotonou, Q'tier : HOUEHON (St Rita), Carré : 1134 "S" / 03BP1830 Cotonou/ Tél. : 21 32 76 79, Cel. : 96 96 04 87/ Fax : 21 32 07 73/ Email : pebc2@yahoo.fr	Association
30.	24/01/2014	A.14.0050.L	N°0126/MEF/DC/CSSFD/CA/ SRSSFDD du 24 janvier 2014	CENTRE D'ÉTUDES ET DE RECHERCHES MÉDICO-PSYCHO-SOCIALES APPLIQUÉES (CERMA)	Carré : C/1123 Cotonou/Vadjé/ 03BP :1718 Cotonou/ Tél. : 21 04 31 89/ 97 22 45 17/ E-mail : cermaimicrofinance@yahoo.fr	Association

N° d'ordre	Date d'autorisation ou de mise en conformité à la loi	N° d'autorisation	Référence arrêté	Raison sociale	Adresse complète du SFD	Forme juridique
31.	24/01/2014	A.14.0051.L	N°0127/MEF/DC/CSSFD/CA/ SRSSFDD du 24 janvier 2014	CENTRE POUR LA FORMATION ET L'APPUI AU DÉVELOPPEMENT À LA BASE (CFAD-BENIN)	Cotonou Q'tier : St-Jean, Carré : 910/ 06BP 2272 : Cotonou/ Cel. : 94-72-03-29 / 67-47-42-17 / 97-09-80-96/ E-mail : secretariat_cfad@yahoo.fr	Association
32.	24/01/2014	A.14.0052.B	N°0128/MEF/DC/CSSFD/CA/ SRSSFDD du 24 janvier 2014	STANSON MICROFINANCE	Parakou, Q'tier : Zongo Tél. : 23 10 06 47/ BP : 488 PARAKOU E-mail : stansonmf@hotmail.fr	ONG
33.	24/01/2014	A.14.0053.L	N°0129/MEF/DC/CSSFD/CA/ SRSSFDD du 24 janvier 2014	SOLIDARITE ET PAIX	Calavi Tél. : 21-35-00-01/ Fax : 21-35-01-48/ BP : 292 Cotonou E-mail : solidaritepaix@atlanticigroupbenin.com	ONG
34.	24/01/2014	A.14.0054.L	N°0130/MEF/DC/CSSFD/CA/ SRSSFDD du 24 janvier 2014	ASSOCIATION POUR LE DÉVELOPPEMENT DES OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES DU COUFFO (ADOPEC)	Tel: 21 15 15 21/ 97 11 58 38/ Carré : 494 Maison Bar Tito, AISSI Delphine/BP : 688 Cotonou, Email: adopec.benin@gmail.com	Association
35.	24/01/2014	A.14.0055.L	N°0131/MEF/DC/CSSFD/CA/ SRSSFDD du 24 janvier 2014	VITAL FINANCE BENIN	Tél. : 21 31 26 23/ 21 31 53 32, Fax : 21 31 56 30, 02BP : 1253 Cotonou Carré : 548D, E-mail : vitalfinance@vitalfinance.com	Association
36.	24/03/2014	A.14.0057.O	N°0685/MEF/DC/CSSFD/CA/ SRSSFDD du 24 mars 2014	ASSOCIATION MINONKPO	01 BP : 2791 Porto-Novo/ Quartier Houmédj-DJAGUIDI/ Tél: 97615350	Association
37.	08/05/2014	A.14.0058.L	N°1225/MEF/DC/CSSFD/CA/ SRSSFDD du 08 mai 2014	ASSOCIATION DES CAISSES DE FINANCEMENT À LA BASE (ACFB)	Tél. : 21-30-65-69/94592055/ Fax : 21306569/ Cotonou/Albatin 02/ 02BP :2268 Cotonou/ E-mail : direction@acfb-benin.org	Association
38.	08/08/2014	A.14.0059.L	ANNEE 2014 N°2159/MEF/DC/CSSFD/CA/ SRSSFDD du 08 août 2014	CAISSE LOCALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL DE COTONOU (CLCAM COTONOU)	Ville: Cotonou, Q'tier: Menontin; Tél: 66366249; E-mail: clcam.cotonou@feccam.org	Mutuelle
39.	08/08/2014	A.14.0060.A	ANNEE 2014 N°2129/MEF/DC/CSSFD/CA/ SRSSFDD du 08 août 2014	CAISSE LOCALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL DE KANDI (CLCAM KANDI)	Ville: Kandi; Q'tier: Ganosso; Tél: 66366274; E-mail: clcam.kandi@feccam.org	Mutuelle
40.	08/08/2014	A.14.0061.A	ANNEE 2014 N°2131/MEF/DC/CSSFD/CA/ SRSSFDD du 08 août 2014	CAISSE LOCALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL DE BANIKOARA (CLCAM BANIKOARA)	Ville: Banikoara; Q'tier: Orougnonrou à côté du centre social; Tél: 66391612; E-mail: clcam.banikoara@feccam.org	Mutuelle
41.	08/08/2014	A.14.0062.O	ANNEE 2014 N°2164/MEF/DC/CSSFD/CA/ SRSSFDD du 08 août 2014	CAISSE LOCALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL DE LA VALLÉE (CLCAM VALLÉE)	Ville: Adjohoun; Q'tier: Zone de la mairie; Tél: 66366496; E-mail: clcam.vallee@feccam.org	Mutuelle
42.	08/08/2014	A.14.0063.B	ANNEE 2014 N°2152/MEF/DC/CSSFD/CA/ SRSSFDD du 08 août 2014	CAISSE LOCALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL DE PARAKOU (CLCAM PARAKOU)	Ville: Parakou; Q'tier: face trésor public; Tél: 66391586; E-mail: clcam.parakou@feccam.org	Mutuelle
43.	08/08/2014	A.14.0064.Z	ANNEE 2014 N°2162/MEF/DC/CSSFD/CA/ SRSSFDD du 08 août 2014	CAISSE LOCALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL D'ABOMEY (CLCAM ABOMEY)	Ville: Abomey; Q'tier: Goho à côté du trésor public; Tél: 66391809; E-mail: clcam.abomey@feccam.org	Mutuelle
44.	08/08/2014	A.14.0065.A	ANNEE 2014 N°2128/MEF/DC/CSSFD/CA/ SRSSFDD du 08 août 2014	CAISSE LOCALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL DE GOGOUNOU (CLCAM GOGOUNOU)	Ville: Gogounou; Q'tier: Gogounou centre à côté de la brigade de gendarmerie; Tél: 66366263; E-mail: clcam.gogounou@feccam.org	Mutuelle
45.	08/08/2014	A.14.0066.A	ANNEE 2014 N°2139/MEF/DC/CSSFD/CA/ SRSSFDD du 08 août 2014	CAISSE LOCALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL D'ABOMEY-CALAVI (CLCAM ABOMEY-CALAVI)	Ville: Abomey-calavi; Q'tier: Calavi centre à côté de la mairie; Tél: 66391704; E-mail: clcam.calavi@feccam.org	Mutuelle
46.	08/08/2014	A.14.0067.B	ANNEE 2014 N°2157/MEF/DC/CSSFD/CA/ SRSSFDD du 08 août 2014	CAISSE LOCALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL DE NONSINA (CLCAM NONSINA)	Ville: Bembereke; Q'tier: Zone de la mairie; Tél: 66391592; E-mail: clcam.nonsina@feccam.org	Mutuelle
47.	08/08/2014	A.14.0068.B	ANNEE 2014 N°2154/MEF/DC/CSSFD/CA/ SRSSFDD du 08 août 2014	CAISSE LOCALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL DE OLY (CLCAM OLY)	Ville: Nikki; Q'tier: Nikki centre; Tél: 66391677; E-mail: clcam.oly@feccam.org	Mutuelle
48.	08/08/2014	A.14.0069.A	ANNEE 2014 N°2168/MEF/DC/CSSFD/CA/ SRSSFDD du 08 août 2014	CAISSE LOCALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL DE OUIDAH (CLCAM OUIDAH)	Ville: Ouidah; Q'tier: Tové; Tél: 66391705; E-mail: clcam.ouidah@feccam.org	Mutuelle
49.	08/08/2014	A.14.0070.A	ANNEE 2014 N°2166/MEF/DC/CSSFD/CA/ SRSSFDD du 08 août 2014	CAISSE LOCALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL DE MEKROU (CLCAM MEKROU)	Ville: Pehunco; Q'tier: Pehunco-centre; Tél: 66366309; E-mail: clcam.mekrou@feccam.org	Mutuelle
50.	08/08/2014	A.14.0071.Z	ANNEE 2014 N°2133/MEF/DC/CSSFD/CA/ SRSSFDD du 08 août 2014	CAISSE LOCALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL D'AGONLIN (CLCAM AGONLIN)	Ville: Cové; Q'tier: A côté de la brigade de gendarmerie; Tél: 66366574; E-mail: clcam.agonlin@feccam.org	Mutuelle
51.	08/08/2014	A.14.0072.P	ANNEE 2014 N°2151/MEF/DC/CSSFD/CA/ SRSSFDD du 08 août 2014	CAISSE LOCALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL DU PLATEAU-SUD (CLCAM PLATEAU-SUD)	Ville: Sakété; Q'tier: Zone du park automobile; Tél: 66366551; E-mail: clcam.plateausud@feccam.org	Mutuelle
52.	08/08/2014	A.14.0073.C	ANNEE 2014 N°2134/MEF/DC/CSSFD/CA/ SRSSFDD du 08 août 2014	CAISSE LOCALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL DES COLLINES-NORD (CLCAM COLLINES-NORD)	Ville: Savè; Q'tier: Zohoungou à côté de la loterie nationale; Tél: 66366563; E-mail: clcam.collinesnord@feccam.org	Mutuelle
53.	08/08/2014	A.14.0074.A	ANNEE 2014 N°2153/MEF/DC/CSSFD/CA/ SRSSFDD du 08 août 2014	CAISSE LOCALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL DE NATTINGOU (CLCAM NATTINGOU)	Ville: Nattingou; Q'tier: Sounchantrikou à côté de l'église catholique st michel; Tél: 66366321; E-mail: clcam.nattingou@feccam.org	Mutuelle
54.	08/08/2014	A.14.0075.O	ANNEE 2014 N°2121/MEF/DC/CSSFD/CA/ SRSSFDD du 08 août 2014	CAISSE LOCALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL DE HOULENOU (CLCAM HOULENOU)	Ville: Ekpè; Q'tier: Zone de l'école primaire publique; Tél: 66366501; E-mail: clcam.houlenou@feccam.org	Mutuelle
55.	08/08/2014	A.14.0076.A	ANNEE 2014 N°2160/MEF/DC/CSSFD/CA/ SRSSFDD du 08 août 2014	CAISSE LOCALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL DE LA PENDJARI (CLCAM PENDJARI)	Ville: Tanguéta; Q'tier: Tchoutchouboutanguéta centre face à la brigade de gendarmerie; Tél: 66366305; E-mail: clcam.pendjari@feccam.org	Mutuelle
56.	08/08/2014	A.14.0077.A	ANNEE 2014 N°2132/MEF/DC/CSSFD/CA/ SRSSFDD du 08 août 2014	CAISSE LOCALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL DE MALANVILLE (CLCAM MALANVILLE)	Ville: Malanville; Q'tier: Tassi-Tedji; Tél: 66366278; E-mail: clcam.malanville@feccam.org	Mutuelle
57.	08/08/2014	A.14.0078.Z	ANNEE 2014 N°2123/MEF/DC/CSSFD/CA/ SRSSFDD du 08 août 2014	CAISSE LOCALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL DE BOHICON (CLCAM BOHICON)	Ville: Bohicon; Q'tier: Entre le carrefour Hôtel Dako et le centre-ville (sonpna); Tél: 66366570; E-mail: clcam.bohicon@feccam.org	Mutuelle
58.	08/08/2014	A.14.0079.C	ANNEE 2014 N°2165/MEF/DC/CSSFD/CA/ SRSSFDD du 08 août 2014	CAISSE LOCALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL DE BANTE (CLCAM BANTE)	Ville: Bantè; Q'tier: Illelakou à côté du park automobile; Tél: 66366556; E-mail: clcam.bante@feccam.org	Mutuelle
59.	08/08/2014	A.14.0080.C	ANNEE 2014 N°2120/MEF/DC/CSSFD/CA/ SRSSFDD du 08 août 2014	CAISSE LOCALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL D'APLAHOUE (CLCAM APLAHOUE)	Ville: Aplahoue; Q'tier: Gahome non loin du monument aux morts; Tél: 66366509; E-mail: clcam.aplahoue@feccam.org	Mutuelle
60.	08/08/2014	A.14.0081.C	ANNEE 2014 N°2158/MEF/DC/CSSFD/CA/ SRSSFDD du 08 août 2014	CAISSE LOCALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL DE KLOUEKANMEY (CLCAM KLOUEKANMEY)	Ville: Klouekarme; Q'tier: klouekarme centre non loin du marché; Tél: 66366285; E-mail: clcam.klouekarme@feccam.org	Mutuelle
61.	08/08/2014	A.14.0082.O	ANNEE 2014 N°2163/MEF/DC/CSSFD/CA/ SRSSFDD du 08 août 2014	CAISSE LOCALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL 3A (CLCAM 3A)	Ville: Avrankou; Q'tier: non loin de la poste; Tél: 66366590; E-mail: clcam.troisa@feccam.org	Mutuelle
62.	08/08/2014	A.14.0083.P	ANNEE 2014 N°2127/MEF/DC/CSSFD/CA/ SRSSFDD du 08 août 2014	CAISSE LOCALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL DU PLATEAU-NORD (CLCAM PLATEAU-NORD)	Ville: Ketou; Q'tier: entre la place centenaire et le park automobile; Tél: 66392506; E-mail: clcam.plateaunord@feccam.org	Mutuelle
63.	08/08/2014	A.14.0084.M	ANNEE 2014 N°2130/MEF/DC/CSSFD/CA/ SRSSFDD du 08 août 2014	CAISSE LOCALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL DE LOKOSSA (CLCAM LOKOSSA)	Ville: Lokossa; Q'tier: Lokossa centre sur la voie opposée à la mairie; Tél: 66366284; E-mail: clcam.lokossa@feccam.org	Mutuelle
64.	08/08/201					

N° d'ordre	Date d'autorisation ou de mise en conformité à la loi	Numéro d'autorisation	Référence arrêté	Raison sociale	Adresse complète du SFD	Forme juridique
69.	08/08/2014	A.14.0090.D	ANNEE 2014 N°2156/MEF/DC/CSSFD/CA/SRSSFDD du 08 août 2014	CAISSE LOCALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL DE DJOUGOU (CLCAM DJOUGOU)	Ville: Djougou, Quartier: Leman-mende; Tél: 66366366; E-mail: clcam.djougou@fecem.org	Mutuelle
70.	08/08/2014	A.14.0091.C	ANNEE 2014 N°2155/MEF/DC/CSSFD/CA/SRSSFDD du 08 août 2014	CAISSE LOCALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL DES COLLINES-OUEST (CLCAM COLLINES-OUEST)	Ville: Savalou, Quartier: Dodomé dans le marché; Tél: 66366562; E-mail: clcam.collinesouest@fecem.org	Mutuelle
71.	06/03/2015	A.15.0092.O	ANNEE 2015 N°0915/MEFPD/DC/CSSFD/CA/SRSSFDD du 06 mars 2015	INSTITUT AFRICAÏN D'APPLICATION DES METHODES DE DEVELOPPEMENT EN MICROFINANCE (IAMD-MICROFINANCE)	Porto-Novo, 02 BP: 763 Porto-Novo, Tel: 20247289, E-mail: iamdfinance@yahoo.fr	ONG
72.	22/07/2015	A.15.0093.L	ANNEE 2015 N°3056/MEFPD/DC/ANSSFD/CA/SRSSFDD du 22 juillet 2015	LITTO FINANCE SARL	Quartier: Nouveau Pont Avenue St Michel/ Carré: 389/ 06 BP 1837 COTONOU/ Tél: 21 31 30 52/ Cel: 90 90 5839/ Fax: Néant/ E-mail: littofinance@yahoo.fr	Société A Responsabilité Limitée
73.	26/08/2015	A.15.0094.L	ANNEE 2015 N°4583/MEFPD/DC/DG-ANSSFD/DGA/DAR/SA/266 S6618 du 26 août 2015	AFRIQUE VISION MICROFINANCE (AVM)	Cotonou, Quartier: Ahogbohoué; BP 1315; Cel: 97-15-03-45	Association
74.	19/10/2015	A.15.0095.L	ANNEE 2015 N°5252/MEFPD/DC/DG-ANSSFD/DGA/DAR/SA/270 S6618 du 19 octobre 2015	CAISSE D'EPARGNE DE SOLIDARITE ET DE CREDIT AUTOGEREE (CESCA)	Cotonou, Qrtier: Gbégaméy, lot 737 Parcelle E, 06BP:630 Cotonou, Tél: 21 30 84 99/ 95 26 44 55/ 96 61 29 81	Coopérative
75.	20/05/2016	A.15.0096.A	ANNEE 2016 N°1773/MEF/DC/DG-ANSSFD/DGA/DAR du 20 mai 2016	CAISSE VILLAGEOISE D'EPARGNE ET CREDIT AUTOGEREE D'AGON (CAVECA-AGON)	Quartier: Hounga, village: Agon, Arrondissement de Damé, Commune de Toffo, Département de l'Atlantique	Mutuelle
76.	20/05/2016	A.15.0097.A	ANNEE 2016 N°1778/MEF/DC/DG-ANSSFD/DGA/DAR du 20 mai 2016	CAISSE VILLAGEOISE D'EPARGNE ET CREDIT AUTOGEREE DE HINVI (CAVECA-HINVI)	Village: Hinv, Arrondissement de Hinv, Commune d'Allada, Département de l'Atlantique	Mutuelle
77.	20/05/2016	A.15.0098.M	ANNEE 2016 N°1776/MEF/DC/DG-ANSSFD/DGA/DAR du 20 mai 2016	CAISSE VILLAGEOISE D'EPARGNE ET CREDIT AUTOGEREE DE DJEHADJI (CAVECA-DJEHADJI)	Quartier: Djèhadji, Commune de Lokossa, Département du Mono	Mutuelle
78.	20/05/2016	A.15.0099.Z	ANNEE 2016 N°1777/MEF/DC/DG-ANSSFD/DGA/DAR du 20 mai 2016	CAISSE VILLAGEOISE D'EPARGNE ET CREDIT AUTOGEREE DE ADJOKAN (CAVECA-ADJOKAN)	Quartier: Adjokan, village: , Arrondissement de Assanin, Commune de Zokota, Département du Zou	Mutuelle
79.	20/05/2016	A.15.0100.Z	ANNEE 2016 N°1774/MEF/DC/DG-ANSSFD/DGA/DAR du 20 mai 2016	CAISSE VILLAGEOISE D'EPARGNE ET CREDIT AUTOGEREE DE BOHICON (CAVECA-BOHICON)	Quartier: Agbanwémé, village: Bohicon, 1er arrondissement, Commune de Bohicon, Département du Zou	Mutuelle
80.	20/05/2016	A.15.0101.C	ANNEE 2016 N°1779/MEF/DC/DG-ANSSFD/DGA/DAR du 20 mai 2016	CAISSE VILLAGEOISE D'EPARGNE ET CREDIT AUTOGEREE DE SAVE (CAVECA-SAVE)	Quartier: Zongo, village: Savé, Arrondissement du Plateau, Commune de Savé, Département des Collines	Mutuelle
81.	20/05/2016	A.15.0102.B	ANNEE 2016 N°1775/MEF/DC/DG-ANSSFD/DGA/DAR du 20 mai 2016	CAISSE VILLAGEOISE D'EPARGNE ET CREDIT AUTOGEREE DE ALBARIKA (CAVECA-ALBARIKA)	Quartier: Albarika, Commune de Parakou, Département du Borgou	Mutuelle
82.	20/05/2016	A.15.0103.C	ANNEE 2016 N°1780/MEF/DC/DG-ANSSFD/DGA/DAR du 20 mai 2016	CAISSE VILLAGEOISE D'EPARGNE ET CREDIT AUTOGEREE DE GBEME-KPASSA (CAVECA GBEME-KPASSA)	Quartier: Gbémé, village: Gbémé-Kpassa, Arrondissement de Lami, Commune de Ouèssé, Département des Collines	Mutuelle
83.	14/10/2016	A.15.0104.B	ANNEE 2016 N°3398/MEF/DC/DG-ANSSFD/DGA/DAR/SA/004 S6616 du 14 octobre 2016	ASSOCIATION DES SERVICES FINANCIERS DU BENIN (ASF-BENIN)	Commune: Parakou, Département: Borgou, Ville: Parakou	Association
84.	18/11/2016	A.15.0107.L	ANNEE 2016 N°3791-C/MEF/DC/DG-ANSSFD/DGA/DAR/SA/106 S6616 du 18 novembre 2016	FINANCA SA	Quartier: Atinkamé, commune: Cotonou, Département: Littoral	Société Anonyme
85.	23/11/2016	A.15.0105.A	ANNEE 2016 N°3830/MEF/DC/DG-ANSSFD/DGA/DAR/SA/0645 G616 du 23 novembre 2016	COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT DES ASSEMBLEES DE DIEU DU BENIN (COOPEC-AD/BENIN)	Quartier: Tagoudo, commune: Abomey-Calavi, Département: Atlantique	Coopérative
86.	23/11/2016	A.15.0106.A	ANNEE 2016 N°3831/MEF/DC/DG-ANSSFD/DGA/DAR/SA/063 S6616 du 23 novembre 2016	MUTUELLE SEDJROGANDE D'ALLEGLETA (MSA)	Quartier: Godomey, commune: Abomey-Calavi, Département: Atlantique	Mutuelle
87.	06/02/2017	A.17.0108.A	ANNEE 2016 N°324-C/MEF/DC/DG-ANSSFD/DGA/DAR/SA/036S6617 du 06 février 2017	ASSOCIATION POUR LA PROMOTION DE L'HOMME, LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE FINANCE (APHEDD FINANCE)	Quartier: Womey, Arrondissement: Godomey, commune: Abomey-Calavi, Département: Atlantique	Association
88.	25/08/2017	A.17.0109.L	ANNEE 2017 N°2573-C/MEF/DC/DG-ANSSFD/DGA/DAR/SA/346 S661 du 25 août 2017	ESU OLA OTAN MICROFINANCE SA	Quartier: Akpakpa Adjègounlé-Midomba, Commune de Cotonou, Département du Littoral	Société Anonyme
89.	09/07/2018	A.18.0112.P	ANNEE 2018 N°2104-C/MEF/DC/DG-ANSSFD/DGA/DAR/SA/263 S6618 du 09/07/2018	CAISSE RURALE D'EPARGNE ET DE PRET (CREP) D'IGOLO	Village: Igolo, Arrondissement: Ifangni Commune: Ifangni - Département: Plateau,	Coopérative
90.	09/07/2018	A.18.0122.M	ANNEE 2018 N°2105-C/MEF/DC/DG-ANSSFD/DGA/DAR/SA/262 S6618 du 09/07/2018	CAISSE RURALE D'EPARGNE ET DE PRET (CREP) DE COME	Commune: Comé - Département: Mono, Route de Passotomé	Coopérative
91.	09/07/2018	A.18.0120.C	ANNEE 2018 N°2106-C/MEF/DC/DG-ANSSFD/DGA/DAR/SA/261 S6618 du 09/07/2018	CAISSE RURALE D'EPARGNE ET DE PRET (CREP) DE GOME	Quartier: Goméau, Arrondissement: Gomé Département: Collines	Coopérative
92.	09/07/2018	A.18.0121.A	ANNEE 2018 N°2107-C/MEF/DC/DG-ANSSFD/DGA/DAR/SA/260 S6618 du 09/07/2018	CAISSE RURALE D'EPARGNE ET DE PRET (CREP) D'ALLADA	Quartier: Allomé - Commune: Allada, Arrondissement: Allada Centre Département: Atlantique	Coopérative
93.	09/07/2018	A.18.0119.P	ANNEE 2018 N°2108-C/MEF/DC/DG-ANSSFD/DGA/DAR/SA/259 S6618 du 09/07/2018	CAISSE RURALE D'EPARGNE ET DE PRET (CREP) D'ASSROSSA	Village: Assrossa - Arrondissement: Damé-Wagon Département: Plateau	Coopérative
94.	09/07/2018	A.18.0116.C	ANNEE 2018 N°2109-C/MEF/DC/DG-ANSSFD/DGA/DAR/SA/258 S6618 du 09/07/2018	CAISSE RURALE D'EPARGNE ET DE PRET (CREP) D'ATHIEME	Village: Athontoé - Commune: Athiéme, Arrondissement: Athiéme	Coopérative
95.	09/07/2018	A.18.0111.C	ANNEE 2018 N°2110-C/MEF/DC/DG-ANSSFD/DGA/DAR/SA/264 S6618 du 09/07/2018	CAISSE RURALE D'EPARGNE ET DE PRET (CREP) D'AZOVE	Village: Djimadohoué, Arrondissement: Azovè Commune: Aplahoué - Département: Couffo,	Coopérative
96.	09/07/2018	A.18.0114.P	ANNEE 2018 N°2111-C/MEF/DC/DG-ANSSFD/DGA/DAR/SA/267 S6618 du 09/07/2018	CAISSE RURALE D'EPARGNE ET DE PRET (CREP) DE KETOU	Village: Atchoubi, Arrondissement: Kétou Département: Plateau,	Coopérative
97.	09/07/2018	A.18.0118.P	ANNEE 2018 N°2112-C/MEF/DC/DG-ANSSFD/DGA/DAR/SA/268 S6618 du 09/07/2018	CAISSE RURALE D'EPARGNE ET DE PRET (CREP) D'IKPINLE	Arrondissement: Ikpinlé Département: Plateau,	Coopérative

N° d'ordre	Date d'autorisation ou de mise en conformité à la loi	Numéro d'autorisation	Référence arrêté	Raison sociale	Adresse complète du SFD	Forme juridique
98.	09/07/2018	A.18.0117.Z	ANNEE 2018 N°2113-C/MEF/DC/DG-ANSSFD/DGA/DAR/SA/265 S6618 du 09/07/2018	CAISSE RURALE D'EPARGNE ET DE PRET (CREP) DE BOHICON	Quartier: Sèmè, Commune: Bohicon - Département: Zou,	Coopérative
99.	09/07/2018	A.18.0113.A	ANNEE 2018 N°2114-C/MEF/DC/DG-ANSSFD/DGA/DAR/SA/266 S6618 du 09/07/2018	CAISSE RURALE D'EPARGNE ET DE PRET (CREP) DE PEHUNCO	Quartier: Tatapouranou, Arrondissement: Péhunco - Département: Atacora,	Coopérative
100.	09/07/2018	A.18.0115.O	ANNEE 2018 N°2115-C/MEF/DC/DG-ANSSFD/DGA/DAR/SA/269 S6618 du 09/07/2018	CAISSE RURALE D'EPARGNE ET DE PRET (CREP) DE PORTO-NOVO	Village: Ouando, Arrondissement: Ouando, Commune: Porto-Novo - Département: Ouémé,	Coopérative
101.	09/07/2018	A.18.0110.C	ANNEE 2018 N°2116-C/MEF/DC/DG-ANSSFD/DGA/DAR/SA/270 S6618 du 09/07/2018	CAISSE RURALE D'EPARGNE ET DE PRET (CREP) DE KPAKPAZA	Village: Kpakpaza, Arrondissement: Kpakpaza - Département: Collines,	Coopérative
102.	14/11/2018	A.18.0123.A	Arrêté n°3669-c/MEF/DC/DG-ANSSFD/DGA/DAR/SA du 07/11/2018	CAISSE MUTUELLE DES FEMMES (CAMUFE)	Gbégaméy carré 630 Tél: 95 96 45 26 - 97 37 91 67	Mutuelle
103.	02/12/2019	A.19.0124.L	Arrêté n°3340-c/MEF/DC/DG-ANSSFD/DGA/DAR/SA du 02/12/2019	ACCES FINANCE BENIN SA	Cotonou, Carré n°815, Parcelle « A », lieu dit Sikèodji. Tél: 97 37 96 87 - 97 85 12 78 - 9 69 71 14	Société Anonyme
104.	02/12/2019	A.19.0125.L	Arrêté n°3341-c/MEF/DC/DG-ANSSFD/DGA/DAR/SA du 02/12/2019	BENIN MICROFINANCE SA	Cotonou, lot n°251 lieudit Midambo Akpakpa, 05 BP1853 Cotonou, Tel 21 33 83 44 - 95 71 65 49 - 96 73 26 00	Société anonyme
105.	20/02/2020	A.20.0126.L	Arrêté n°0419-c/MEF/DC/SGM/DG-ANSSFD/DGA/DAR/SA/0565G G20 du 20/02/2020	SALEM BRAHA	Zogbo carré 553 Lot 1907 M ; Tél: 96 32 04 44 / 95 28 01 92 / 21 38 05 87 / 21 01 45 12 email : salembraha@yahoo.fr	SARL
106.	03/03/2020	A.20.0127.B	Arrêté n°0542-c/MEF/CAB/SGM/DG-ANSSFD/DGA/DAR/SA/0865G G20 du 03/03/2020	Coopérative de Financement Agricole (AgriFinance)	Quartier Titirou immeuble ICHOLA ; BP 215 Parakou ; Tél: 61 82 15 94 / 95 86 46 62 / 95 85 17 08	Coopérative
107.	03/03/2020	A.20.0128.L	Arrêté n°0919-c/MEF/CAB/SGM/DG-ANSSFD/DAR/SA/1965GG20 du 03/03/2020	CAP FINANCES	Carré 1114 Gbèdromédé 01 BP 6384 Cotonou ; Tél: 66 01 27 77 / 21 32 57 54	Société Anonyme
108.	05/06/2020	A.20.0129.L	Arrêté n°1391-c/MEF/CAB/SGM/DG-ANSSFD/DAR/SA/2065GG20 du 05/06/2020	DJOSSE FINANCES	Quartier Kpondéhou, parcelle C au lot 399, maison Djossé HOUENOU MIGAN Tél: 95 81 11 36 / 97 03 39 42	SARL
109.	24/09/2020	A.20.0130.L	Arrêté n°2295-c/MEF/CAB/SGM/DG-ANSSFD/DAR/SA/3695GG20 du 24/09/2020	IDÉFI	Cotonou, Quartier Védoko, Maison Isidore DELOKONON ; Téléphone: 96 40 36 43	SARL
110.	17/11/2021	A.21.0131.L	Arrêté n°3067-c/MEF/CAB/SGM/DG-ANSSFD/DAR/SA/3265GG21 du 17/11/2021	Caisse Rurale du Bénin (CCR-BENIN)	Bohicon, Quartier Djogangbo, Maison WLETCHÉ Félix, Té: 97 19 37 02 / 90 31 31 11 Email : caissecommunautaireurale2013@gmail.com	Mutuelle
111.	23/05/2022	L.13.0046.A	Arrêté n°1170-c/MEF/DC/SGM/DG-ANSSFD/DAR/SA/1155GG22 du 23/05/2022	PROMOTION ET L'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES MICRO-ENTREPRISES (PADME)	Cotonou, Qrtier: St Michel/ Carré: Lot 226 St Michel, Immeuble PADME, 7ème Arrondissement, 08BP: 712 Cotonou, Tel: 21 32 48 02/21 32 48 66 Fax: 21 32 48 65 Email: padme@padmebenin.org	Société Anonyme

Immeuble NOUHOU LOT 757 - CADJEHOUB - COTONOU.
BP: 302 Cotonou BENIN Tel: 69 52 00 00 E-mail: secretariat.ansfd@finances.bj

LISTE DES RETRAITS D'AUTORISATION D'EXERCICE AUX SFD A LA DATE DU 30 JUIN 2022

N° d'ordre	Date de retrait d'autorisation	Référence arrêté	Raison sociale	Forme juridique
1.	11/05/2011	ANNEE 2011 N°284/MEF/DC/CSSFD/SRSSFDD du 11/05/2011	Union Régionale de la Caisse Locale de Crédit Agricole et Mutuel (URCLCAM) du Mono	Coopérative
2.	10/05/2011	ANNEE 2011 N°253/MEF/DC/CSSFD/SRSSFDD du 10/05/2011	Union Régionale de la Caisse Locale de Crédit Agricole et Mutuel (URCLCAM) de Borgou-Nord	Coopérative
3.	10/05/2011	ANNEE 2011 N°250/MEF/DC/CSSFD/SRSSFDD du 10/05/2011	Union Régionale de la Caisse Locale de Crédit Agricole et Mutuel (URCLCAM) de l'Atlantique	Coopérative
4.	10/05/2011	ANNEE 2011 N°254/MEF/DC/CSSFD/SRSSFDD du 10/05/2011	Union Régionale de la Caisse Locale de Crédit Agricole et Mutuel (URCLCAM) de l'Ouémé-Plateau	Coopérative
5.	10/05/2011	ANNEE 2011 N°251/MEF/DC/CSSFD/SRSSFDD du 10/05/2011	Union Régionale de la Caisse Locale de Crédit Agricole et Mutuel (URCLCAM) du Zou	Coopérative
6.	10/05/2011	ANNEE 2011 N°252/MEF/DC/CSSFD/SRSSFDD du 10/05/2011	Union Régionale de la Caisse Locale de Crédit Agricole et Mutuel (URCLCAM) de l'Atacora	Coopérative
7.	18/11/2016	ANNEE 2016 N°3789-C/MEF/DC/DG-ANSSFD/DGA/DAR/SA/066 S6616 du 18/11/2016	Coopérative Chrétienne d'Epargne et de Crédit (CCEC)	Coopérative
8.	23/02/2017	ANNEE 2017 N°615-C/MEF/DC/DG-ANSSFD/DGA/DAR/SA/095 S6617 du 03/02/2017	Groupe d'Epargne de la Mutuelle des Artisans de Bankani (GEMAB)	Mutuelle
9.	23/02/2017	ANNEE 2017 N°616-C/MEF/DC/DG-ANSSFD/DGA/DAR/SA/094 S6617 du 03/02/2017	ANFANI FINANCE SARL	SARL
10.	23/02/2017	ANNEE 2017 N°617-C/MEF/DC/DG-ANSSFD/DGA/DAR/SA/093 S6617 du 03/02/2017	MARITIME MICROFINANCE	Mutuelle
11.	24/02/2017	ANNEE 2017 N°655-C/MEF/DC/DG-ANSSFD/DGA/DAR/SA/0102 S6617 du 24/02/2017	Mutuelle Femmes Développement (MUFED)	Mutuelle
12.	23/02/2018	ANNEE 2018 N°650-C/MEF/DC/DG-ANSSFD/DGA/DAR/SA/005 S6618 du 23/02/2018	Mutuelle ALODO-LOME	Mutuelle
13.	10/05/2019	ANNEE 2019 N°1304-C/MEF/DC/SGM/DG-ANSSFD/DGA/DAR/SA/122S6619 du 10/05/2019	GROUPE FINANCIER INDÉPENDANT (GFI)	Mutuelle
14.	10/05/2019	ANNEE 2019 N°1305-C/MEF/DC/SGM/DG-ANSSFD/DGA/DAR/SA/122S6619 du 10/05/2019	ACTION D'AIDE ET DE DEVELOPPEMENT A LA POPULATION RURALE (ZADR- YANAVO)	Mutuelle
15.	10/05/2019	ANNEE 2019 N°1307-C/MEF/DC/SGM/DG-ANSSFD/DGA/DAR/SA/122S6619 du 10/05/2019	Donga women Microfinance	Association
16.	10/05/2019	ANNEE 2019 N°1306-C/MEF/DC/SGM/DG-ANSSFD/DGA/DAR/SA/122S6619 du 10/05/2019	Association d'entraide des Femmes (Assef)	Association
17.	20/02/2020	ANNEE 2020 N°091-C/MEF/DC/SGM/DG-ANSSFD/DGA/DAR/SA/008S6620 du 20/02/2020	MUTUELLE DE CRÉDIT ET D'ASSISTANCE À LA PETITE ENTREPRISE (MCAPE)	Mutuelle
18.	28/02/2020	ANNEE 2020 N°0508-C/MEF/DC/SGM/DG-ANSSFD/DGA/DAR/SA/067S6620 du 28/02/2020	ASSOCIATION POUR LA SOLIDARITÉ DES MARCHÉS DU BÉNIN (ASMAB)	Association
19.	29/05/2020	ANNEE 2020 N°1368-C/MEF/DC/SGM/DG-ANSSFD/DGA/DAR/SA/197S6620 du 29/05/2020	MUTUALITÉ CHRÉTIENNE (MC)	Mutuelle
20.	17/11/2021	ANNEE 2021 N°3044-C/MEF/DC/SGM/DG-ANSSFD/DGA/DAR/SA/197S6620 du 17/11/2021	AGENCE POUR LA PROMOTION ET L'APPUI AUX PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PAPME)	Association
21.	07/12/2021	ANNEE 2022 N°3324-C/MEF/DC/SGM/DG-ANSSFD/DAR/SR/353S6621 du 07/12/2021	ASSOCIATION POUR LA SOLIDARITÉ ET LA PROMOTION DES INITIATIVES À LA BASE (ASOPRIB)	Association
22.	07/12/2021	ANNEE 2022 N°3322-C/MEF/DC/SGM/DG-ANSSFD/DAR/SR/356S6621 du 07/12/2021	COOPÉRATIVE COMMUNALE D'INTERMÉDIATION FINANCIÈRE DE NATTINGOU (CCIF-NATTINGOU)	Coopérative
23.	03/03/2022	ANNEE 2022 N°532-C/MEF/DC/SGM/DG-ANSSFD/DAR/SR/053S6622 du 03/03/2022	COOPÉRATIVE D'EPARGNE ET DE CRÉDIT POUR LE DEVELOPPEMENT INTÉGRAL (COOPECIDI)	Coopérative

Immeuble NOUHOU LOT 757 - CADJEHOUB - COTONOU.
BP: 302 Cotonou BENIN Tel: 69 52 00 00 E-mail: secretariat.ansfd@finances.bj

BRVM 10	161,62
Variation Jour	↓ -0,37 %
Variation annuelle	↑ 5,28 %



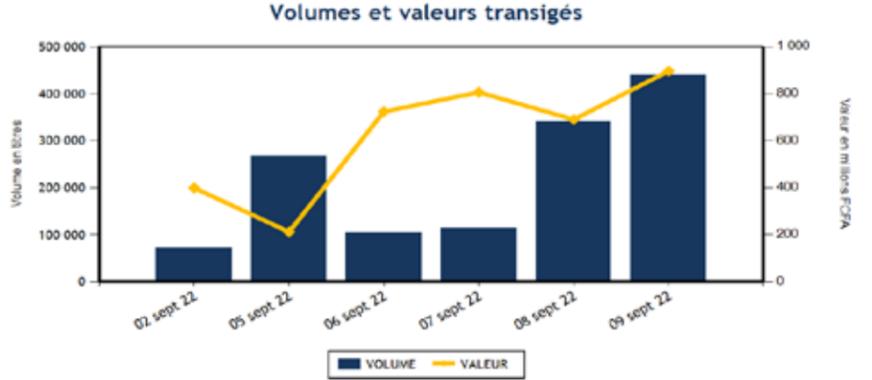
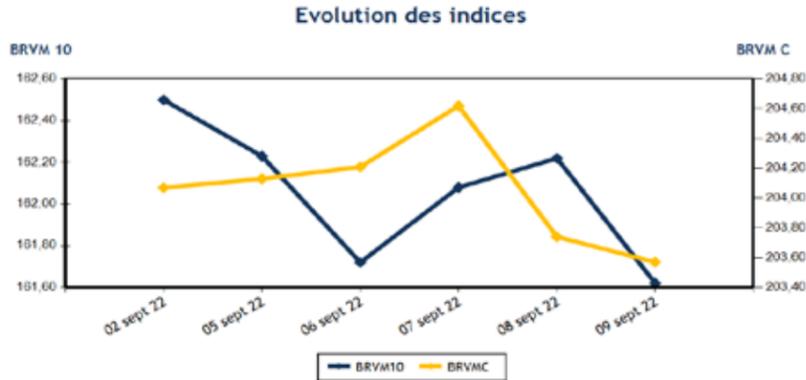
BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

N° 173

vendredi 9 septembre 2022

Site : www.brvm.org

BRVM Composite	203,57
Variation Jour	↓ -0,08 %
Variation annuelle	↑ 0,64 %



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	6 128 038 524 023	-0,08 %
Volume échangé (Actions & Droits)	423 230	42,59 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	712 731 776	180,36 %
Nombre de titres transigés	42	0,00 %
Nombre de titres en hausse	15	15,38 %
Nombre de titres en baisse	13	-38,10 %
Nombre de titres inchangés	14	75,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SICOR CI (SICC)	9 505	7,40 %	85,64 %
CFAO MOTORS CI (CFAC)	895	4,07 %	-24,79 %
NSIA BANQUE COTE D'IVOIRE (NSBC)	5 395	3,65 %	-12,77 %
BANK OF AFRICA SENEGAL (BOAS)	2 500	3,31 %	6,38 %
BICI CI (BICC)	6 750	2,58 %	-8,78 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	100,71	-0,07 %	-8,54 %	10 932	27 264 600	27,14
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	467,55	-0,64 %	4,17 %	4 885	41 651 245	9,31
BRVM - FINANCES	15	77,25	0,16 %	0,16 %	347 646	63 111 136	7,45
BRVM - TRANSPORT	2	431,20	0,28 %	-30,69 %	175	309 500	6,91
BRVM - AGRICULTURE	5	302,12	-0,39 %	24,17 %	55 755	573 834 190	6,25
BRVM - DISTRIBUTION	7	378,72	1,05 %	-7,05 %	3 816	6 530 970	28,18
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 770,62	0,00 %	96,58 %	21	30 135	17,23
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	8,06	
Taux de rendement moyen du marché	7,35	
Taux de rentabilité moyen du marché	7,94	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	103	
Volume moyen annuel par séance	1 090 238,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 568 521 428,65	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	8 178 198 495 260	0,03 %
Volume échangé	17 726	-59,35 %
Valeur transigée (FCFA)	183 407 000	-57,92 %
Nombre de titres transigés	7	-41,67 %
Nombre de titres en hausse	4	
Nombre de titres en baisse	1	0,00 %
Nombre de titres inchangés	2	-81,82 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SICABLE CI (CABC)	1 150	-4,17 %	13,30 %
TOTAL SN (TTLS)	2 360	-3,48 %	19,49 %
SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC)	1 600	-3,03 %	-8,57 %
CIE CI (CIEC)	2 135	-2,95 %	12,66 %
ORAGROUP TOGO (ORGT)	3 825	-1,92 %	-8,71 %

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	7,07	
Ratio moyen de satisfaction	51,02	
Ratio moyen de tendance	721,91	
Ratio moyen de couverture	13,85	
Taux de rotation moyen du marché	0,04	
Prime de risque du marché	6,50	
Nombre de SGI participantes	27	

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat



BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
 BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
 Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
 Tél : +225 20 32 66 85 / 86, Fax : +225 20 32 66 84, Mail : brvm@brvm.org, Site Web : www.brvm.org

UCA
 UNITED CAPITAL FOR AFRICA S.A.
 Av. proche, rue en face de l'église Saint Michel allant vers Caboma, immeuble Comète lot 202 parcelle « d », Cotonou - BENIN
 001 BP 8690 RP
 uca@ucasgi.com
 (229) 21 31 00 21 / 61 18 18 00
 (229) 21 31 00 21
 www.ucasgi.com

SGI BENIN
 Carré 211 St Michel
 immeuble SGI-Bénin 01 BP
 4546 Cotonou.
 Tél : (229) 21 31 15 41
 21 31 15 71

BOA CAPITAL SECURITIES
 Groupe BMCE BANK
 BOA CAPITAL SECURITIES
 Siège BOA Benin,
 Boulevard de France
 Tel : (229)
 21315343/64182121

SOCIETE DE BOURSE
 AGI
 Immeuble de l'Africaine des Assurances
 Face à la Direction de l'Emigration Immigration
 01 BP 8668 RP Cotonou
 contact@agi-agi.com
 +229 21318733
 +229 21316066

AFRICABOURSE
 Avenue Steinmetz Face
 Immeuble Air Gabon 01 BP
 6002 COTONOU BENIN
 Tél : (229) 21 31 88 35 /
 21 31 88 36

BIIC Financial Services
 Société de gestion et d'intermédiation
 Boulevard Saint Michel
 Immeuble Agence BIIC Dapokpa
 01 BP. 7700 Cotonou
 Tél. +229 21324875
 Tél. +229 21324876
 sgibfs@biic-financialservices.com

Rendez-vous économiques

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
Rendez-vous technologique et collaboratif (Gitex Global)	10-14 octobre 2022	Dubaï, Emirats Arabes Unis	https://gitex.com/
Salon international des innovations et solutions pour le secteur parfumerie-cosmétiques	12-13 octobre 2022	France	https://www.cosmetic-360.com/
Salon International des Acteurs Economiques Madagascar	13-16 octobre 2022	+ 261 34 33 796 15 / + 261 34 28 612 40	federationcci@gmail.com / commercial@siae-madagascar.com
8e sommet international de l'innovation dans la finance	19 octobre 2022	Sydney, Australie	fintechsummit.com.au
Sommet Finance en commun 2022	19-20 octobre 2022	Abidjan, Côte d'Ivoire	https://www.afdb.org/fr/news-and-events/events/3e-edition-du-sommet-finance-en-commun-52844
6 ^e Conférence des Ministres Africains Chargés de l'Etat Civil	24-28 Octobre 2022	Addis-Abeba, Éthiopie	+251 115 443461 / belayt@un.org
Rendez-vous international de la tech	1 ^{er} au 4 novembre 2022	Lisbonne	websummit.com
Foire commerciale internationale	5-13 novembre 2022	Maurice (+ 230) 270 1450 / (+ 230) 5806 8848	dependancepromo194@gmail.com
Foire commerciale intra-africaine	21-27 novembre 2023	Abidjan, Côte d'Ivoire	https://www.intrafricantradefair.com/
Sommet des start-up émergentes Afrique-Europe	28-29 novembre 2022	Paris	emergingvalley.co

HOROSCOPE finance

Bélier Prudence ! Prudence ! Méfiez-vous d'un piège qu'on pourrait vous tendre, d'une promesse ou d'un engagement qu'on pourrait vous extorquer, entraînant des pertes d'argent considérables. Soyez économe et surtout ne financez pas une entreprise aventureuse. Abstenez-vous de misez gros aux jeux de hasard, car il ne semble pas que vous soyez très favorisé aujourd'hui.

Taureau Aucun changement à l'horizon ; vous devrez encore gagner votre pain à la sueur de votre front. Ne rêvez pas : Saturne et la Lune ne sont ni l'un ni l'autre des facteurs d'expansion, et ce n'est certainement pas cette fois que vous gagnerez au Loto.

Gémeaux Les astres vous mettront en garde en matière d'argent. Ne vous laissez pas tenter par des affaires qui font espérer de gros bénéfices mais qui offrent peu de garanties. Ne faites pas non plus des mises importantes dans des jeux de hasard, car vos chances de gagner seront minimales. D'autre part, refusez catégoriquement de mettre des fonds dans les affaires sur lesquelles vous n'avez pas un droit de regard permanent.

Cancer Vous investirez peut-être dans une affaire qui ne sera pas immédiatement rentable. Quoi qu'il en soit, ne vous laissez pas rouler dans la farine par des gens plus téméraires ou plus machiavéliques que vous. Votre point fort, ce sera de tout prévoir. Vous serez très en verve, et toutes les professions où l'on doit argumenter et persuader seront favorisées.

Lion Il y aura un écueil dans le climat astral qui va s'instaurer aujourd'hui. Il s'agira d'une tendance à croire que l'argent seul peut procurer le bonheur et qu'il suffit d'avoir de l'argent pour être heureux. Certes, l'argent peut donner un certain confort matériel et certaines facilités, mais c'est à peu près tout ce dont il est capable. Il faut se rappeler que la plupart des vraies joies en ce monde sont même allergiques à l'argent.

Vierge Cette configuration de Saturne vous rendra fort impatient de régler vos problèmes pécuniaires. Seulement, à vouloir aller trop vite en besogne, vous risquez de commettre de belles erreurs.

Balance Malgré vos irrésistibles envies de dépense, dont quelques-unes sont d'ailleurs parfaitement légitimes, songez à faire des économies. Gardez malgré tout un oeil vigilant sur votre compte en banque !

Scorpion Bonjour les soucis d'argent ! Après une période faste, vous vous retrouverez à nouveau face à des problèmes pécuniaires. Cependant, en vous imposant des mesures d'économie draconiennes, vous limiterez les dégâts.

Sagittaire Une chance spéculative pourra vous aider à remonter le courant, mais vous devrez agir calmement, sans aucune précipitation et ne tabler qu'à coup sûr. A propos, il faut se rappeler que la plupart des vraies joies en ce monde sont allergiques à l'argent. C'est pour ces raisons qu' "il est aussi mauvais d'avoir de l'argent que de n'en avoir pas" (Lucius Florus).

Capricorne Sur le plan matériel, les soucis vous seront épargnés. Il est vrai que vous saurez gérer votre budget avec beaucoup d'habileté, et régler efficacement les problèmes concrets. Et puis, vous n'hésitez pas à vous lancer dans des opérations financières audacieuses, tout en évitant de prendre des risques excessifs. Vous obtiendrez de beaux succès.

Verseau Un petit coup de chance est possible aujourd'hui. C'est en effet Vénus, la planète de l'amour, mais qui est aussi, avec Jupiter et Neptune, l'une des planètes de chance du Zodiaque, qui influencera l'un de vos secteurs d'argent. Ne vous attendez pas à gagner le gros lot au Loto, mais vous pourrez tout de même avoir une bonne surprise : par exemple voir quelqu'un vous rembourser une dette que vous aviez oubliée, ou une personne compétente vous accorder une prime imprévue, sur laquelle vous ne comptiez pas.

Poissons Si vous persistez à jeter l'argent par les fenêtres, vous allez bientôt devoir tirer le diable par la queue, et il vous en cuira ! Allons, faites preuve d'économie pour vous éviter bien des soucis inutiles.

L'économiste

Premier Quotidien Economique du Bénin

Journal spécialisé d'information d'analyse et d'investigation économique, financière et boursière Edité par l'Agence de Communication "CHEZ VOUS"

N° 0997 MISP / DC / SG / DAI / SCC du 25 / 10 / 2007
Sikèkodji zone résidentielle, 2^{ème} rue à droite en quittant le carrefour Marina pour la Mairie de Cotonou, carré N°83

Email : leconomistbenin1@gmail.com

Site : www.leconomistbenin.com

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(00229) 95 429 626 / 97 096 417

Assistant du Directeur Général

Calixte ADIYETON
(66 232 545)

Secrétaire caissière

Ella Viviane HOUHEMEGAN (97 14 85 43)

Directeur de publication

Jules AFFODJI

Rédacteur en chef

Calixte ADIYETON
(66 232 545)

Secrétaire de rédaction

Abdul Wahab ADO
(66656265)

Rédacteurs

Nestor DEHOUINDJI
Félicienne HOUËSSOU
(96 92 43 46)

Bidossessi WANOU
(67 20 33 27)

Sylvestre TCHOMAKOU
Hubert DOSSOU
Falco Vignon

Raoul Gandaho

(Correspondant Ouémé Plateau)

Mouhamed Bouhari SAÏDOU

(Br. Borgou/Alibori)

Jules Daniel Mahuto

(Correspondant Zou-colline)

Modeste COCO (Consultant)

Représentant de l'Economiste du Bénin en Europe, Bureau de Paris:

Franck Vial, correspondant France

de l'Economiste du Bénin

Tel +330671790990

Mail : eco.benin.paris@gmail.com

Directrice commerciale

Rigel BATCHO

(69190880)

Graphiste

Gisèle NOUDAÏKPON

(62323855)

10 Years of L'économiste du Bénin

The CEO Leonard Dossou takes stock and unveils the Jubilee Program

"Everything is ready for the celebration"

Less than a week before the start of the activities within the framework of the celebration of the 10 years of "L'économiste du Bénin", the CEO of the said newspaper, Leonard Dossou and his team held a press conference on Thursday, September 8, 2022. An opportunity for them to recall the great events of this celebration.

After the press conference held on 25 August on the history, experiences and achievements of The Economist of Benin, the Organising Committee for the 10 years of this media outlet, which became a label in the sub-region, unveiled on 8 September, the programme of activities for the commemoration of their 10 years anniversary. On behalf of the first activities, this is a training series that runs from Monday 12 to Tuesday 13 September 2022. For this training planned to take place at the University Institute Les Cours SONOU-

Caboma, with some thirty journalists, several themes are announced, including "lexicon of the economic journalist"; "journalistic investigation technique"; "detection and deconstruction of fake news in the digital age", etc.

In addition, on Wednesday 14 and Thursday 15, respectively, a donation to the orphanage "Centre Vidjngnin" of Dékanmè in the commune of Kpomassè and the health walk of the Unafrika crossroads at the Azalaï hotel where the "Economist's Market" will be held from September 15 to 17, every day from 08:00. This



will go along with blood donation sessions. Speaking at this press conference, "two flagship activities are

planned for Friday 16 and Saturday 17 September 2022," said the promoter of "L'économiste du Bénin," Leonard Dossou. According to the report, this is the "1st Forum of L'économiste" whose central theme is: "Effectiveness of economic and financial information for sustainable growth in Sub-Saharan Africa". Around this theme, several internationally renowned panelists from WAEMU member countries and Europe are expected. "This is a high-level forum bringing together specialists and experts from the world of the economy, finance and stock exchange," continued

Léonard Dossou, before adding that "The 1st forum of L'économiste" ends with two media workshops on Saturday, September 17. The media workshops will be followed by a tourist outing to the Agoualand site in Ouèdo in the Commune of Abomey-Calavi". As for the second flagship activity of the 10 years anniversary festivities, it is planned "a Gala evening and partner distinctions" of the newspaper. It should be noted that the Organising Committee expressed its gratitude to the event's sponsor, the Minister of State for the Economy and Finance, Romuald Wadagni, as well as to the various sponsors and partners.

Human Development

UNDP Alerts on Multiple Crises Stopping Progress

The United Nations Development Programme (UNDP) released its Human Development Report 2022, "Uncertain Times, Disrupted Lives: Shaping Our Future in a Changing World," in New York on Thursday, 8 September 2022. An opportunity for UNDP to warn of crises that impede progress.

Multiple crises are holding back progress at a time when 9 out of 10 countries are falling back on human development, warns a UNDP report entitled "Uncertain Times, Disrupted Lives: Shaping Our Future in a Changing World". According to the press release issued Thursday, September 8, 2022, as part of the launch of the report, the world must break out of its inertia to ensure the future of people and the planet by relaunching its development trajectory. The world is flickering from crisis to crisis, trapped in a cycle of firefighting and unable to tackle the root causes of the problems we face. Without a radical change of course, we risk having to endure even more deprivation and injustice, warns the United Nations Development Programme (UNDP).

The latest Human Development Report, "Uncertain Times, Disrupted Lives: Shaping Our Future in a Changing World", launched by UNDP, indicates that a set of uncertainties accumulate and interact to disrupt life in a new way. The past two years have had a devastating impact on billions of people around the world, as crises like COVID-19 and



the war in Ukraine have followed one another and interacted with radical social and economic changes, dangerous global changes and worsening polarization. For the first time in 32 years that UNDP has compiled the Human Development Index (HDI), which measures a nation's health, education and standard of living, the HDI has declined globally for two consecutive years. Human development has fallen back to 2016 levels, reversing much of the progress towards the Sustainable Development Goals. The reversal is almost universal, with more than 90 per cent of countries registering a decline in their HDI in 2020 or 2021 and more than 40 per cent seeing their

score drop in those two years, indicating that the crisis continues to worsen for many.

As some countries begin to recover, the recovery is uneven and partial, further widening inequalities in human development. Latin America, the Caribbean, sub-Saharan Africa and South Asia were particularly affected.

"The world is seeking in every way to respond to consecutive crises. We have seen with the cost of living and the energy crises that, while it is tempting to find quick solutions such as fossil fuel subsidies, immediate relief tactics delay the long-term systemic changes we need to make," says Achim Steiner, UNDP Ad-

ministrator. "We are collectively paralysed by these changes. In a world defined by uncertainty, we need a renewed sense of global solidarity to meet our common and interconnected challenges."

The report examines the reasons why the necessary change is not taking place and suggests that there are many reasons for it, including how insecurity and polarization feed each other today to undermine the solidarity and collective action we need to address crises at all levels. New calculations show, for example, that those who feel less secure are also more likely to have extreme political opinions. "Even before COVID-19 hit, we witnessed the

double paradox of progress associated with insecurity and polarization. Today, with one-third of the world's people feeling stressed and less than one-third of the world's people trusting others, we are facing major obstacles to adopting policies that work for people and the planet," says Achim Steiner. "This exciting new analysis aims to help us break this deadlock and follow a new path that will put an end to these current global uncertainties. We have a narrow niche to relaunch our systems and ensure a future based on decisive climate action and new opportunities for all." To chart a new course, the report recommends the implementation of policies focused on investing in renewable energy for pandemic preparedness and on insurance, including social protection, which will

prepare our societies for the vagaries of an uncertain world. At the same time, innovation in its many forms (technological, economic, cultural) can also build capacity to respond to future challenges. "To overcome uncertainty, we need to redouble our human development efforts beyond improving people's wealth or health," says Pedro Conceição of UNDP, the lead author of the report. "These are of course important. But we also need to protect the planet and provide people with the tools they need to feel safer, take back control of their lives and keep hope in the future." In addition, for more information on the Human Development Report 2022 and the UNDP analysis of how to navigate this new set of uncertainties, visit <https://hdr.undp.org/human-development-report-2021-22>.

Adapted and Translated from French into English by:

LMS TEAM

www.lmsgroupafrica.com

References:

<https://leconomistebenin.com/2022/09/08/developpement-humain-le-pnud-alerte-sur-les-multiples-crisis-qui-freinent-le-progres/>

<https://leconomistebenin.com/2022/09/08/10-ans-de-leconomiste-du-benin-le-dg-leonard-dossou-fait-le-bilan-detape-et-devoile-le-programme-du-jubile/>

Innovation digitale au Bénin

La startup IOTA SO présente 10 objets intelligents

Les technologies numériques transforment et répondent aux priorités socio-économiques propres à chaque pays. Conformément à ce double objectif, la startup IOTA SO met au service des Béninois des objets utiles et intelligents. La présentation de ces produits a été faite le vendredi 9 septembre 2022 à l'hôtel les Orchidées de Cotonou.



● Félicienne HOUESSOU

Une transformation digitale favorise l'accélération des agrégats économiques des nations. Ainsi, après plusieurs années de recherche et d'expérimentation, la startup IOTA SO présente 10 objets utiles et intelligents, s'intégrant parfaitement au quotidien des Béninois. Il s'agit de sac, chapeau, chaussures, bloc-notes, cravate, mallette, porte-monnaie, sacoche, pour ne citer que ceux-là. Dans sa présentation, le manager général de IOTA SO, Delano Hountin Kiki a indiqué que la vision de son équipe est de tutoyer le futur à travers des objets

qui peuvent emmagasiner du contenu transmissible partout dans le monde. « Sur les objets Iota, nous pouvons stocker du contenu (audio, vidéo, document, contact, adresse-map, pages sociales, site web...) sécurisé à transmettre sur un téléphone portable », a-t-il indiqué. Ces gadgets ont été conçus sur la base de la technologie Nfc disponible sur les portables

et tablettes. Ainsi, les contenus peuvent être gérés depuis une interface personnelle sur la plateforme de IOTA, où il est possible de modifier, activer, désactiver ou supprimer l'information. Sur la question de sécurité et de confidentialité, Delano Hountin Kiki explique : « nous avons opté pour la triple sécurité qui garantit 3 niveaux de sécurité ». La plateforme est sécurisée et dispose des systèmes d'alerte et de codage qui permettent aux utilisateurs d'avoir la main sur leurs interfaces où qu'ils soient et quelle que soit leur distance avec le produit. Notons que la présentation a été faite devant un parterre d'acteurs du monde digital, de créateurs et d'entrepreneurs, etc.



Monnaies virtuelles

"Binance Afrique Francophone" éveille la jeunesse béninoise sur la crypto-monnaie

Après l'étape de quelques pays francophones, « Binance Afrique » a déroulé, samedi 10 septembre 2022, un meetup au profit du public béninois. Occasion de passer en revue les notions majeures de la monnaie virtuelle.

● S.T.

Leader mondial de l'écosystème blockchain avec une suite de produits financiers incluant le plus grand échange d'actifs numériques, Binance, à travers sa filiale Afrique francophone, s'active à faire de la blockchain, un service utilisé par nombre d'Africains. Conscient de ce que de milliers de jeunes souhaitent investir dans la cryptomonnaie mais n'ont pas accès à la bonne information ou se font arnaquer régulièrement, la plateforme, suivant sa mission « d'être le fournisseur de services d'infrastructure dans le monde de la crypto », est allée au contact de divers acteurs de la société béninoise, samedi dernier. Objectif : sensibiliser les utilisateurs de la cryptomonnaie sur les avantages et inconvénients de la blockchain. Pour ce rendez-vous qui a connu la participation



de startups innovant dans le domaine de l'open banking, une série de communications a été présentée à la multitude de participants. Il s'agit entre autres de la « genèse de la blockchain » ; « les caractéristiques de la blockchain » ; « comment investir dans la cryptomonnaie ? » ; « les procédés pour sécuriser son compte et éviter les arnaques », etc. Expliquant l'importance de cette rencontre, « avec les cryptomonnaies aujourd'hui, on est loin de la censure ; les cryptomonnaies sont plus sécurisées et il y a la traçabilité. Avec les

cryptomonnaies, vous êtes en mesure d'envoyer de l'argent à quiconque quand vous voulez, et sans avoir quelqu'un derrière vous. Il n'y a pas de conditions d'utilisations. C'est open source ; tout le monde peut l'utiliser, tout le monde peut le faire. », a précisé Sabi Yarou Orou N'gobi, Blockchain et Crypto analyste. Par ailleurs, il n'a pas manqué de saisir l'occasion pour inviter les participants à se faire former en éducation financière qui est aussi un des domaines dans lesquels Binance forme déjà depuis plusieurs années.

Rentrée scolaire et universitaire 2022-2023 apaisée

Le Gouvernement et les centrales syndicales accordent leurs violons

La première session extraordinaire de la Commission nationale de Concertation, de Consultation et de Négociations collectives, au titre de l'année 2022 s'est tenue jeudi 08 septembre 2022 à l'INFOSEC de Cotonou. Cette commission présidée par le Ministre d'Etat Abdoulaye Bio TCHANE, a réuni les Secrétaires Généraux des centrales syndicales des travailleurs, le patronat, des Ministres et autres acteurs de l'Éducation. Les deux parties ont échangé sur les diligences accomplies dans le cadre de la préparation de la rentrée scolaire et universitaire 2022-2023 ainsi que sur les préoccupations des trois (03) ordres d'enseignement. A l'occasion, le Ministre d'Etat assisté du Ministre du Travail et de la Fonction Publique Adidjato A. MATHYS, a rappelé à l'attention des membres de la Commission, que le Gouvernement accorde une attention particulière au système éducatif du Bénin, en ce sens que l'éducation demeure le socle du développement de toute nation. C'est la raison pour laquelle le Gouvernement l'a érigée au rang des priorités nationales. A cet égard, le Ministre d'Etat



Abdoulaye Bio TCHANE a indiqué l'engagement du gouvernement à apporter une réponse aux doléances relatives aux salaires. « A fin novembre au plus tard, nous serons au même de vous revenir », a-t-il rassuré. Il a aussi saisi l'occasion pour féliciter et encourager les enseignants, les parents d'élèves, les élèves et les étudiants, pour les efforts et sacrifices de toutes sortes qu'ils consentent et le travail appréciable abattu, par tout un chacun. Il a aussi réaffirmé l'engagement du Gouvernement à privilégier le dialogue social, et à mettre en œuvre toutes les mesures et actions requises, pour garantir d'une part, une

année scolaire paisible et d'autre part, un enseignement de qualité aux apprenants à tous les niveaux. Après les présentations des Ministres en charge de l'éducation et les échanges avec les partenaires sociaux, il ressort au terme des travaux et du point fait à la presse par le Ministre d'Etat Abdoulaye Bio TCHANE, que les deux parties optent pour une rentrée scolaire et universitaire apaisée. En attendant que des décisions soient prises d'ici quelques semaines, le Gouvernement a décidé d'octroyer dès ce mois de septembre 2022, une avance de salaire d'un mois aux Aspirants au Métier d'Enseignants (AME) afin de leur faciliter la reprise des classes.

Offres au profit des enseignants bivalents des ENS

Vers une harmonisation aux normes Reesao

L'Institut national d'ingénierie de formation et de renforcement des capacités des formateurs (Inifrcf), a initié en faveur des experts, l'atelier d'élaboration des offres au profit des enseignants bivalents des Ecoles normales supérieures (Ens). Cette rencontre qui a ouvert ses travaux le mardi 06 septembre dernier, à Bohicon, a reçu l'appui financier du Partenariat mondial pour l'éducation (Pme) à travers l'administration de la Banque mondiale.

Le secteur éducatif béninois est dans un processus dynamique. Il connaît depuis 2007 avec l'avènement du Lmd, de profondes mutations. Ce changement a induit la révision des curricula de formation dans les écoles et universités qui s'adaptent aux besoins actuels du marché de l'emploi. L'Etat béninois a donc pris dans ce sens plusieurs résolutions dont l'élaboration du Plan sectoriel de l'éducation post 2015 et (2018-2030) en vue de la concrétisation des grandes lignes des réformes recommandées par les Nations Unies. Dans cette approche, l'Inifrcf a mis en place une stratégie de coopération intellectuelle entre le secondaire et l'université qui a permis de passer les étapes d'harmonisation des six référentiels de base pour l'enseignant bivalent et poly-



valent. Le présent atelier vient corroborer toutes ces actions déjà menées. La particularité de cette rencontre, a souligné le Directeur général de l'Inifrcf, Dr Blaise Coovi Djihouessi, réside dans le fait qu'il est consacré à l'élaboration de l'offre de formation et outils de référence de formation des formateurs à l'enseignement secondaire conformément aux normes du Réseau pour l'excellence de l'enseignement supérieur en Afrique de l'ouest (Reesao). Ce modèle, a précisé le Dg Inifrcf, est

organisé autour de quatre types d'Unité d'enseignement (Ue) à savoir : les Ue fondamentales, de spécialité et de découverte, de méthodologie et les Ue de culture générale avec une masse horaire équivalente à 25 heures de cours. Le défi qui s'impose maintenant à l'Inifrcf, a annoncé Blaise Coovi Djihouessi, est la formation initiale de qualité des enseignants bivalents et polyvalents des écoles normales supérieures. « A cet effet, il nous faudra exploiter le canevas type d'offres de formation et de guide Reesao de codification de l'Unité d'enseignement et de l'élément constitutif (Ec) pour déterminer les unités d'enseignement de même que leurs éléments constitutifs indispensables », a-t-il rappelé.

Rock Amadji (Correspondant Zou-Collines)

Sous le parrainage de ROMUALD WADAGNI
Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie et des Finances



1er FORUM DE L'ECONOMISTE

COTONOU - 16 & 17 SEPTEMBRE 2022

Thème central :

Efficacité de l'information économique et financière pour la croissance durable en Afrique Subsaharienne

Au Programme :

Panels - Partage d'expériences - Activités sociales et touristiques - Soirée de Gala et distinctions de partenaires

Lieu : Azalaï Hôtel de Cotonou / (+229) 97096417 / (+229) 60917800 / www.leconomistebenin.com



Fonds de Garantie Automobile du Bénin

DANS QUELLES CONDITIONS RECOURIR AU FGA-BENIN ?

- L'accident doit avoir eu lieu au Bénin.
- L'auteur responsable n'est pas assuré ou est en fuite.
- La victime est blessée ou décédée.
- L'accident survenu doit être constaté par la Police Républicaine.
- L'accident doit être déclaré au FGA-BENIN par la victime ou ses ayants droits.



Vous êtes victime d'un accident de la route au Bénin causé par un véhicule inconnu ou non assuré ? FGA-BENIN vous accompagne gratuitement à travers une prise en charge médicale à l'hôpital et une indemnisation après consolidation. Les ayants droits des victimes décédées bénéficient également d'une indemnisation.

Siège : Cotonou - Immeuble Isabelle KPOMALEGNI Cité Houéyiho, sis au 7 allée centrale (Rue Agence SBEE située dans l'enceinte de la cité Houéyiho) - 01 BP 4745 Cotonou / e-mail : fgabenin@yahoo.fr - Contactez-nous : 21 38 40 71 / 94 56 84 73